

Les dirigeants européens accueillent avec soulagement le « oui » de la France à Maastricht

Incertitudes monétaires

La France a évité le grand saut dans l'inconnu. Dès 20 heures dimanche, les milieux économiques français et étrangers, soulagés, rangeaient dans leurs cartons les scénarios catastrophes qu'ils avaient imaginés pour le cas où le « non » l'emporterait. Le « petit oui » à Maastricht lève une hypothèque. Mais les éléments fondamentaux à l'origine de la tourmente monétaire récente subsistent, avec des conséquences plus inquiétantes peut-être qu'on ne l'avait prévu pour la France.

Réunis dimanche soir à Washington, les ministres des finances et les gouverneurs de la CEE ont estimé que le résultat positif du référendum français « atténue les tensions sur les marchés des changes ». Aucune des causes principales de la tourmente monétaire n'a pourtant disparu : l'économie américaine reste amorphe ; l'Allemagne poursuit toujours une politique monétaire restrictive. L'écart de rendements entre le dollar et le deutschemark reste élevé et continue à pousser la monnaie allemande vers le haut. Les réunions de Washington, au cours du week-end, ont confirmé la persistance d'un vif désaccord entre l'Allemagne et ses partenaires anglais et américain. « Nos interlocuteurs n'ont pas exigé [de nous] une nouvelle baisse des taux d'intérêt », s'est pourtant réjoui M. Theo Waigel, ministre allemand des finances.

S'AJOUTENT à cela les divergences économiques au sein des Douze. Le timide « oui » français n'a pas, d'un coup de baguette magique, rétabli les équilibres économiques en Italie, en Grande-Bretagne et en Espagne. L'incertitude porte aujourd'hui sur la détermination des dirigeants politiques de ces pays à remettre leurs économies sur les rails européens. La timidité du vote français risque d'y renforcer la pression des anti-européens. Il y aura, peut-être, moins de fluctuations sauvages, mais les monnaies européennes devraient continuer à être perturbées avant le conseil européen convoqué pour début octobre par M. John Major.

La meilleure preuve en est la nouvelle attaque que subit le franc en ce début de semaine, après le bref soulagement qu'a connu notre monnaie au lendemain du scrutin. La poursuite du glissement des monnaies faibles mises en flottage la semaine dernière, livre et lire, tire le franc vers le bas et excite la spéculation, qui se lance à nouveau à l'assaut avec, pour objet, de le décrocher du deutschemark.

AU-DELA, avec la crise persistante du système monétaire européen, la nouvelle donne économique et politique pourrait enfin relancer, en France, le débat sur la stratégie gouvernementale de « désinflation compétitive ». Depuis 1987 et le dernier réajustement monétaire global au sein du SME, l'économie française a réalisé d'importants gains de compétitivité sur les marchés mondiaux.

La dévaluation du dollar, puis celles de la livre, de la lire et dans une moindre mesure de la peseta, remettent en cause ces gains. Pour rester dans la course, un nouveau plan d'austérité budgétaire et salarial pourrait être nécessaire.

La conduite de la politique dite du « franc fort » ne pourra se poursuivre qu'avec l'aide de l'Allemagne.

- Faible écart entre partisans et adversaires du traité (51,04 % contre 48,95 %)
- Le franc à nouveau attaqué au sein d'un SME en crise

En dépit d'un résultat serré - le « oui » obtient 51,04 % des suffrages exprimés, le « non » 48,95 %, - l'issue du référendum organisé le 20 septembre en France et autorisant la ratification du traité de Maastricht a provoqué satisfaction et soulagement chez les dirigeants européens. M. John Major, président en exercice de la CEE, qui fait face au renforcement du courant des « eurosceptiques » en Grande-Bretagne, a annoncé qu'un conseil européen extraordinaire aurait lieu au début d'octobre.

Dimanche soir, M. François Mitterrand a déclaré, comme il l'avait indiqué au début de la campagne, qu'il n'y avait « ni vainqueurs ni vaincus ». Il a ajouté que, si le vote « engage toute la France », il respecte « les sentiments des libres citoyens qui, en votant « non », ont voulu sauvegarder des valeurs dans lesquelles ils croient ». M. Jacques Chirac, en minorité au sein du RPR où le « non » a été majoritaire, remettra en jeu son mandat de président lors d'un conseil national, le 23 septembre. L'étroitesse de la marge entre le « oui » et le « non » pourrait compromettre les projets de « recomposition » et l'élargissement de la majorité présidentielle.

Lundi en début d'après-midi, le franc était à nouveau attaqué, la spéculation s'efforçant de le dégager du mark (lire page 47). Le système monétaire européen, au lendemain du scrutin, est toujours en crise.



Sans élan

par Bruno Frappat

Pas de rejet, mais pas d'élan. La France adhère à Maastricht comme on fait son devoir : sans enthousiasme. Ric-rac. Pionnière de la Communauté, par la vertu et la vision de ceux qui l'ont dirigée depuis la seconde guerre mondiale, elle a emprunté d'un pas lourd le chemin de l'Union européenne.

« Ni vainqueurs ni vaincus », a redit François Mitterrand. Les partisans du « oui » ont eu la victoire ternie et ceux du « non » la défaite satisfaisante. Ce que le résultat dit de l'état du pays sera à méditer par ceux qui le dirigent aujourd'hui, comme par ceux qui aspirent à le diriger demain.

La France du « non » est plurielle. On y trouve ceux que l'époque brutalise : chômeurs des zones sinistrées, ruraux des campagnes inquiètes, adeptes de valeurs qu'ils croient menacées, gens d'« en bas » à mille lieues des lointains décideurs.

Lire la suite page 3

Pièges d'une victoire

par Jean-Marie Colombani

Ni franc ni massif, le « oui » français à Maastricht est, plus simplement, un « oui » modeste. Mais il existe, ce qui est somme toute l'essentiel. Ne serait-ce que parce qu'il permet à la France de démentir le sombre pronostic de l'historien allemand Rudolf von Thadden, qui expliquait, pour le regretter, avant le scrutin : « De grands projets, souvent portés par de grands hommes, naissent dans ce pays, mais les Français ne sont pas à la hauteur de leurs idées ». Les Français ont été, de justesse, à la hauteur de cette dernière grande utopie collective qu'est la construc-

tion européenne, qui valait bien un référendum. La dynamique européenne va donc pouvoir reprendre ses droits. Mais, comme l'ont dit MM. Pasqua et Séguin, « plus rien ne sera comme avant ».

Ceux qui auront en charge l'application du traité seront certes liés par la ratification française, validée par le suffrage universel ; mais il leur faudra, tout au long de celle-ci, tenir compte des réticences, des peurs, des refus qui se sont manifestés à travers l'ampleur du « non ». L'Europe telle qu'elle s'est construite pendant quarante ans, celle du « despotisme » éclairé, a vécu. Il va falloir lui substituer une Europe mieux prise en charge

par ses propres citoyens, qui intègrent les préoccupations de cette opinion publique européenne qui voit le jour au fil des consultations et des processus de ratification dans chacun des pays membres. Mais contrairement à ce que ces mêmes MM. Pasqua et Séguin ont voulu nous faire croire, au soir du scrutin, au mépris du plus élémentaire sentiment démocratique, le traité instituant l'Union européenne n'est pas « en charpie », le « oui » est bien un « oui », aussi sûrement que le « non » danois, pourtant acquis avec une marge extrêmement faible, était bien un « non ».

Lire la suite page 6

La politique à deux vitesses

par Thomas Ferenczi

M. Mitterrand a gagné son pari. De peu, mais il l'a gagné. Il souhaitait une grande explication sur le traité de Maastricht : elle a eu lieu. Il espérait une forte participation : elle s'est produite. Il escomptait enfin une nette approbation : il ne l'a pas obtenue, puisque les Français ne se sont prononcés qu'à une faible majorité en faveur de l'Union européenne, mais avec le succès du « oui » il a au moins arraché l'essentiel.

L'opinion, qui, il y a un mois, à en croire les instituts de sondage, se laissait séduire par les partisans du « non », a finalement basculé

dans le camp du « oui », après l'entrée en lice de M. Giscard d'Estaing le 27 août, de M. Mitterrand, le 3 septembre et de M. Chirac le 7 : ces quelques jours ont été probablement décisifs. Le mouvement pour le « oui » a reçu alors une nouvelle impulsion. En face, malgré l'inlassable activité déployée par MM. Pasqua, Séguin et de Villiers, la campagne contre la ratification de Maastricht a marqué le pas et, même si le « non » semble avoir repris sa progression dans les derniers jours, celle-ci ne lui a pas permis de franchir la barre des 50 %.

Lire la suite page 8

Les résultats définitifs du ministère de l'intérieur

Les électeurs étaient invités à répondre par « oui » ou par « non » à la question suivante : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République autorisant la ratification du traité sur l'Union européenne ? »

	Métropole			Outre-Mer (*)			Total		
	Voix	% par rapport aux inscrits	% par rapport suffr. expr.	Voix	% par rapport aux inscrits	% par rapport suffr. expr.	Voix	% par rapport aux inscrits	% par rapport suffr. expr.
Inscrits.....	37 115 349			1 218 347			38 333 696		
Votants.....	26 396 369			315 273			26 711 642		
Abstentions.....	10 718 980	28,88		903 074	74,12		11 622 054	30,31	
Bulletins blancs ou nuls.....	878 220	2,36		27 896	2,29		906 116	2,36	
Suffrages exprimés.....	25 518 149			287 377			25 805 526		
Oui.....	12 967 498	34,93	50,81	205 212	16,84	71,40	13 172 710	34,36	51,04
Non.....	12 550 651	33,81	49,18	82 165	6,74	28,59	12 632 816	32,95	48,95

(*) Avec le vote des Français de l'étranger.

Lire aussi

- Les résultats complets pages 9 à 23
- Un « oui » riche et urbain par GILLES PARIS
- Le « non » de la France rurale et ouvrière par PATRICK JARREAU
- Triple défi pour M. Chirac par OLIVIER BIFFAUD
- Noël pour les battus par DANIEL SCHNEIDERMAN
- Et maintenant ? Un point de vue de JEAN-LOUIS BIANCO pages 2 à 8
- Œuvre utile par JEAN-PIERRE LANGELLIER page 25
- Les réactions en Europe et dans le monde pages 25 et 26
- Le « oui » français est loin d'avoir sauvé le traité par CLAIRE TRÉAN
- La répartition des pouvoirs au sein de l'Union par PHILIPPE LEMAÎTRE
- La France, grande inspiratrice du traité par PIERRE SERVENT page 27
- Une Europe à cinq par ALAIN VERNHOLES
- La réunion du G7 par PAUL FABRA page 42

FRANZ-OLIVIER GIESBERT
L'Affreux
roman
"La plus jolie surprise de la rentrée."
Jean-François Josselin, *Le Nouvel Observateur*
"Bravo, Giesbert."
François Nourissier, *Le Figaro Magazine*

Grasset

L'ÉCONOMIE
Marasme ou krach ?
L'affolement des marchés monétaires depuis une semaine n'est pas de bon augure. La reprise, qu'on croyait proche, ne vient pas et les signaux d'alarme se multiplient. Endettement des Etats, déflation des actifs, fragilisation des banques, et surtout taux d'intérêt excessifs : tout se mêle pour déprimer l'économie.
● Métier : ex-président ● La Compagnie de Suez malade de ses victoires pages 35 à 40
Le sommaire complet se trouve page 47

M0147 - 0922 0 - 7,00 F

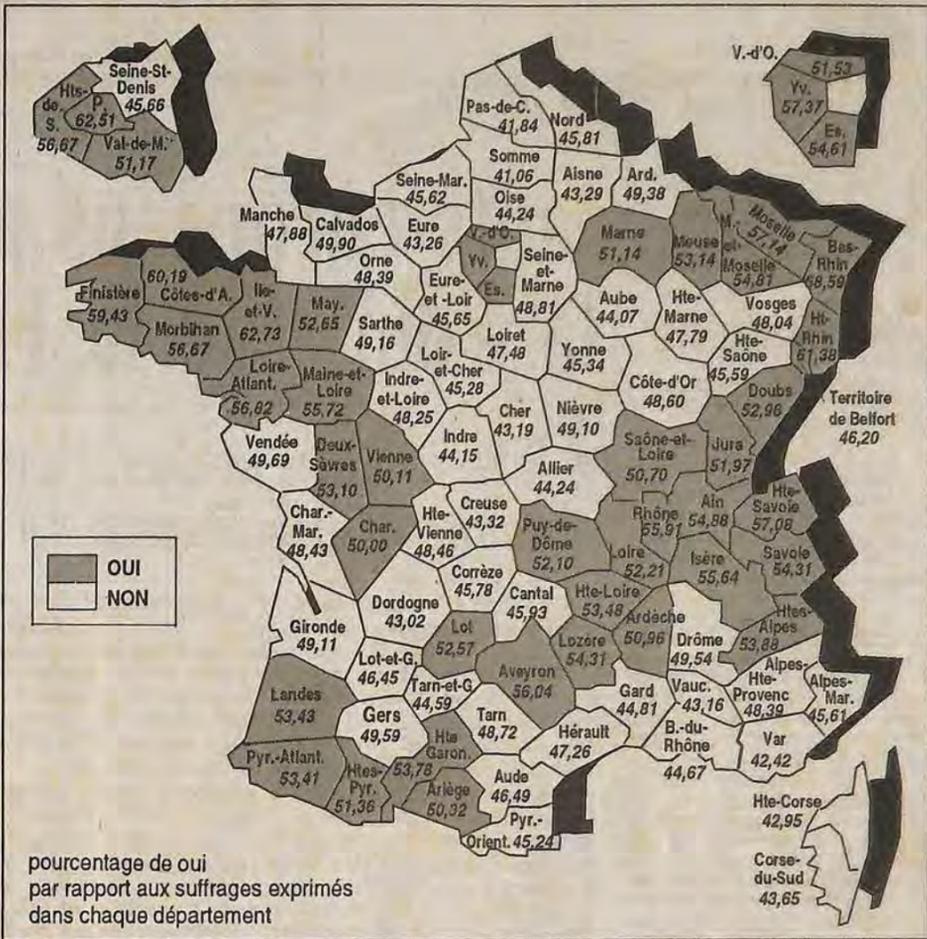


LE RÉFÉRENDUM SUR

Un « oui » riche

Les résultats dans les départements (d'après nos statistiques)

	Insc.	Vot.	Abst.	Expr.	OUI		NON	
					Voix	%	Voix	%
Ain.....	293 095	205 087	30,02	198 163	108 761	54,88	89 402	45,11
Aisne.....	366 171	267 320	26,99	259 164	112 218	43,29	146 946	56,70
Allier.....	261 899	184 226	29,65	176 120	77 927	44,24	98 193	55,75
Alpes-de-Haute-Provence.....	99 459	72 537	27,06	69 674	33 717	48,39	35 957	51,60
Hautes-Alpes.....	84 354	59 166	29,85	56 833	30 622	53,88	26 211	46,11
Alpes-Maritimes.....	655 114	430 512	34,28	421 933	192 450	45,61	229 483	54,38
Ardèche.....	204 988	146 868	28,35	140 518	71 620	50,96	68 898	49,03
Ardennes.....	190 800	132 311	30,65	128 182	63 297	49,38	64 885	50,61
Ariège.....	107 132	76 649	28,45	73 639	37 056	50,32	36 583	49,67
Aube.....	187 957	133 706	28,86	129 360	57 011	44,07	72 349	55,92
Aude.....	220 291	160 947	26,93	155 617	72 358	46,49	83 259	53,50
Aveyron.....	212 083	156 762	26,08	147 329	82 573	56,04	64 756	43,95
Bouches-du-Rhône.....	1 072 325	735 673	31,39	718 207	320 833	44,67	397 374	55,32
Calvados.....	420 614	301 981	28,20	293 370	146 396	49,90	146 974	50,09
Cantal.....	125 248	85 454	31,77	82 003	37 668	45,93	44 335	54,06
Charente.....	249 912	178 674	28,50	171 405	85 709	50	85 696	49,99
Charente-Maritime.....	381 975	267 922	29,85	258 818	125 360	48,43	133 458	51,56
Cher.....	222 677	158 599	28,77	152 346	65 805	43,19	86 541	56,80
Corrèze.....	183 884	136 646	25,68	130 823	59 893	45,78	70 930	54,21
Corse-du-Sud.....	71 023	39 483	44,40	38 394	16 759	43,65	21 635	56,34
Haute-Corse.....	86 205	47 477	44,92	46 323	19 899	42,95	26 424	57,04
Côtes-d'Or.....	313 418	221 465	29,33	215 002	104 510	48,60	110 492	51,39
Côtes-d'Armor.....	414 626	304 545	26,54	292 605	176 139	60,19	116 466	39,80
Creuse.....	107 968	73 212	32,19	69 876	30 271	43,32	39 605	56,67
Dordogne.....	301 258	228 258	24,23	218 865	94 163	43,02	124 702	56,97
Doubs.....	303 675	220 493	27,39	213 093	112 861	52,96	100 232	47,03
Drôme.....	280 408	199 701	28,78	192 182	95 213	49,54	96 969	50,45
Eure.....	345 353	252 535	26,87	244 999	106 006	43,26	138 993	56,73
Eure-et-Loir.....	260 179	192 238	26,11	186 141	84 982	45,65	101 159	54,34
Finistère.....	615 853	442 887	28,08	428 861	254 910	59,43	173 951	40,56
Gard.....	398 820	287 718	27,85	278 652	124 890	44,81	153 762	55,18
Haute-Garonne.....	609 195	435 692	28,48	422 591	227 291	53,78	195 300	46,21
Gers.....	136 753	100 992	26,15	96 486	47 857	49,59	48 629	50,40
Gironde.....	781 392	565 687	27,60	550 270	270 245	49,11	280 025	50,88
Hérault.....	535 384	380 879	28,85	369 784	174 769	47,26	195 015	52,73
Ille-et-Vilaine.....	551 419	393 151	28,70	377 576	236 862	62,73	140 714	37,26
Indre.....	178 154	131 589	26,13	125 286	55 318	44,15	69 968	55,84
Indre-et-Loire.....	352 403	255 326	27,54	246 393	118 888	48,25	127 505	51,74
Isère.....	632 405	440 404	30,36	426 604	237 376	55,64	189 228	44,35
Jura.....	173 071	126 614	26,84	121 725	63 267	51,97	58 458	48,02
Landes.....	237 604	174 822	26,42	167 991	89 764	53,43	78 227	46,56
Loir-et-Cher.....	219 496	165 372	24,65	158 775	71 905	45,28	86 870	54,71
Loire.....	474 207	318 594	32,81	305 003	159 246	52,21	145 757	47,78
Haute-Loire.....	156 990	111 839	28,76	105 543	56 445	53,48	49 098	46,51
Loire-Atlantique.....	725 219	513 748	29,15	495 725	281 695	56,82	214 030	43,17
Loiret.....	372 594	278 387	25,28	268 731	127 608	47,48	141 123	52,51
Lot.....	122 227	92 550	24,28	88 120	46 332	52,57	41 788	47,42
Lot-et-Garonne.....	222 311	165 231	25,67	158 583	73 673	46,45	84 910	53,54
Lozère.....	56 782	41 400	27,08	39 577	21 495	54,31	18 082	45,68
Maine-et-Loire.....	472 168	343 481	27,25	327 359	182 418	55,72	144 941	44,27
Manche.....	340 961	248 787	27,03	240 554	115 190	47,88	125 364	52,11
Marne.....	354 290	235 533	33,51	228 760	116 995	51,14	111 765	48,85
Haute-Marne.....	145 826	101 902	30,12	98 294	46 977	47,79	51 317	52,20
Mayenne.....	200 733	148 815	25,86	140 778	74 132	52,65	66 646	47,34
Meurthe-et-Moselle.....	463 408	315 472	31,92	306 198	167 829	54,81	138 369	45,18
Meuse.....	139 591	99 355	28,82	95 932	50 986	53,14	44 946	46,85
Morbihan.....	453 313	329 458	27,32	316 269	179 237	56,67	137 032	43,32
Moselle.....	681 394	460 201	32,46	445 721	254 708	57,14	191 013	42,85
Nièvre.....	173 635	123 760	28,72	119 185	58 522	49,10	60 663	50,89
Nord.....	1 639 572	1 175 399	28,31	1 133 129	519 170	45,81	613 959	54,18
Oise.....	464 627	344 767	25,79	335 139	148 299	44,24	186 840	55,75
Orne.....	209 403	155 202	25,88	149 702	72 450	48,39	77 252	51,60
Pas-de-Calais.....	998 887	737 715	26,14	708 118	296 280	41,84	411 838	58,15
Puy-de-Dôme.....	403 057	284 785	29,34	272 394	141 926	52,10	130 468	47,89
Pyrénées-Atlantiques.....	419 253	298 343	28,83	287 982	153 815	53,41	134 167	46,58
Hautes-Pyrénées.....	173 128	122 530	29,22	118 084	60 651	51,36	57 433	48,63
Pyrénées-Orientales.....	259 448	176 928	31,80	171 753	77 704	45,24	94 049	54,75
Bas-Rhin.....	624 528	437 218	29,99	423 885	290 754	68,59	133 131	31,40
Haut-Rhin.....	443 994	314 607	29,14	304 519	186 937	61,38	117 582	38,61
Rhône.....	859 746	598 113	30,43	582 134	325 497	55,91	256 637	44,08
Haute-Saône.....	166 869	122 219	26,75	117 263	53 464	45,59	63 799	54,40
Saône-et-Loire.....	392 000	264 890	32,42	252 748	128 157	50,70	124 591	49,29
Sarthe.....	366 802	259 536	29,24	247 786	121 813	49,16	125 973	50,83
Savoie.....	236 577	162 260	31,41	157 413	85 503	54,31	71 910	45,68
Haute-Savoie.....	353 762	250 216	29,26	243 487	138 986	57,08	104 501	42,91
Paris.....	1 105 076	752 956	31,86	738 120	461 450	62,51	276 670	37,48
Seine-Maritime.....	804 903	579 159	28,04	560 203	255 613	45,62	304 590	54,37
Seine-et-Marne.....	638 923	452 915	29,11	441 256	215 384	48,81	223 872	51,18
Yvelines.....	784 033	573 159	26,89	561 118	321 932	57,37	239 186	42,62
Deux-Sèvres.....	253 269	183 959	27,36	174 704	92 780	53,10	81 924	46,89
Somme.....	382 372	289 143	24,38	279 966	114 959	41,06	165 007	58,93
Tarn.....	253 509	189 039	25,43	179 131	87 286	48,72	91 845	51,27
Tarn-et-Garonne.....	147 422	111 229	24,55	106 557	47 521	44,59	59 036	55,40
Var.....	560 404	390 235	30,36	381 613	161 893	42,42	219 720	57,57
Vaucluse.....	309 337	226 725	26,70	219 754	94 865	43,16	124 889	56,83
Vendée.....	377 547	282 328	25,22	268 612	133 499	49,69	135 113	50,30
Vienne.....	271 606	198 334	26,97	189 548	94 987	50,11	94 561	49,88
Haute-Vienne.....	259 854	191 315	26,37	181 316	87 879	48,46	93 437	51,53
Vosges.....	274 683	196 869	28,32	188 289	90 466	48,04	97 823	51,95
Yonne.....	221 876	160 563	27,63	155 516	70 524	45,34	84 992	54,65
Territoire de Belfort.....	85 552	60 614	29,14	58 355	26 965	46,20	31 390	53,79
Essonne.....	665 653	481 419	27,67	469 519	256 450	54,61	213 069	45,38
Hauts-de-Seine.....	786 532	551 617	29,86	539 851	305 956	56,67	233 895	43,32
Seine-Saint-Denis.....	668 049	438 695	34,33	427 478	195 190	45,66	232 288	54,33
Val-de-Marne.....	669 718	465 684	30,46	454 594	232 660	51,17	221 934	48,82
Val-d'Oise.....	578 082	408 508	29,33	398 814	205 530	51,53	193 284	48,46
Total métropole.....	37 111 742	26 389 286	28,89	25 512 160	12 964 102	50,81	12 548 058	49,18
Guadeloupe.....	225 263	37 454	83,37	32 062	21 629	67,45	10 433	32,54
Guyane.....	34 197	6 371	81,36	5 791	3 903	67,39	1 888	32,60
Martinique.....	227 014	55 534	75,53	42 572	30 707	72,12	11 865	27,87
Mayotte.....	28 246	1 618	94,27	1 535	1 173	76,41	362	23,58
Nouvelle-Calédonie.....	92 619	31 247	66,26	29 749	14 783	49,69	14 966	50,30
Polynésie française.....	106 724	22 594	78,83	21 131	14 879	70,41	6 252	29,58
Réunion.....	333 625	99 920	70,05	83 547	62 072	74,29	21 475	25,70
St-Pierre-et-Miquelon.....	4 197	402	90,42	335	215	64,17	120	35,82
Wallis-et-Futuna.....	7 058	3 839	45,60	3 820	2 924	76,54	896	23,45
Total outre-mer.....	1 058 943	258 979	75,54	220 542	152 285	69,05	68 257	30,94
Total (1).....	38 170 685	26 648 265	30,18	25 732 702	13 116 387	50,97	12 616 315	49,02



Quelle est la France du « oui » ? A l'évidence, la France riche : une bonne partie de l'Île-de-France et la quasi-totalité de la région Rhône-Alpes. Apparemment la France frontalière, des Pyrénées à l'Alsace, à l'exclusion du Nord. Le Bas-Rhin, déjà classé « premier » département européen en 1972, à l'occasion du référendum sur l'élargissement de la CEE, avec 84,56 %, obtient, cette fois encore, le meilleur résultat en métropole (68,59 %). Plus sûrement, la France démocrate-chrétienne, traditionnellement attachée à la construction européenne : l'Alsace, où l'extrême droite obtenait d'excellents résultats lors des dernières élections municipales et régionales et où l'enjeu européen apparaît comme un bon antidote, et l'Ouest, en dépit du poids de l'agriculture. Cette juxtaposition de critères ne correspond pas à l'opposition simple entre France urbaine et France rurale.

Dans le groupe des départements où une majorité s'est déclarée en faveur du traité de Maastricht, la Lozère (54,31 %) et l'Aveyron (56,05 %) côtoient d'ailleurs le Rhône (55,91 %) et Paris (62,52 %) ; le Morbihan (56,67 %) et la Haute-Loire (53,48 %), les Yvelines (57,37 %) et les Hauts-de-Seine (56,67 %) - en dépit du combat du président du conseil général, M. Charles Pasqua ; l'Ille-et-Vilaine (62,73 %) et le Jura (51,98 %), l'Essonne (54,62 %) et le Bas-Rhin.

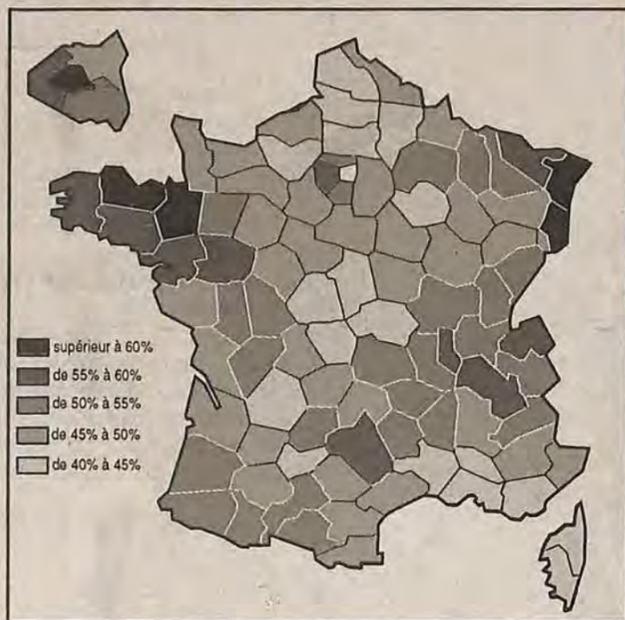
Le facteur urbain est pourtant incontestable. Le « oui » l'emporte ainsi dans vingt-neuf des trente-cinq villes métropolitaines de plus de cent mille habitants. Dans ce groupe, la palme revient à Strasbourg (72,22 %), devant Rennes (69,69 %) - six parmi les sept grandes villes rétives au traité sur l'Union européenne sont concen-

trées dans le sud de la France, de Nice à Perpignan. La personnalité du maire importe alors peu : ainsi Tours vote en faveur de Maastricht (52,45 %), en dépit de l'hostilité au traité européen de son maire, M. Jean Royer.

Ce même facteur explique d'ailleurs, pour une large part, le vote favorable de départements plus ruraux : l'Ille-et-Vilaine, les Pyrénées-Orientales, les Hautes-Pyrénées, mais aussi le Puy-de-Dôme, la Saône-et-Loire, ou

L'UNION EUROPÉENNE

et urbain



LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM DANS LES RÉGIONS

(d'après nos statistiques)

Région	Abstention %	Oui %	Non %
ALSACE.....	29,63	65,58	34,41
AQUITAINE.....	26,98	49,26	50,73
AUVERGNE.....	29,65	49,36	50,63
BOURGOGNE.....	29,99	48,71	51,28
BRETAGNE.....	27,76	59,85	40,14
CENTRE.....	26,40	46,10	53,89
CHAMPAGNE-ARDENNE.....	31,33	48,62	51,37
CORSE.....	44,69	43,27	56,72
FRANCHE-COMTÉ.....	27,32	50,26	49,73
ILE-DE-FRANCE.....	30,03	54,44	45,55
LANGUEDOC-ROUSSILLON.....	28,75	46,40	53,59
LIMOUSIN.....	27,28	46,60	53,39
LORRAINE.....	31,24	54,43	45,56
MIDI-PYRÉNÉES.....	27,02	51,67	48,32
NORD-PAS-DE-CALAIS.....	27,49	44,28	55,71
BASSE-NORMANDIE.....	27,29	48,86	51,13
HAUTE-NORMANDIE.....	27,69	44,91	55,08
PAYS-DE-LA-LOIRE.....	27,75	53,60	46,39
PICARDIE.....	25,71	42,94	57,05
POITOU-CHARENTES.....	28,34	50,20	49,79
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR.....	31,14	44,66	55,33
RHÔNE-ALPES.....	30,40	54,42	45,57

Sans élan

Suite de la première page

Une France du désarroi, travaillée par les militants du simplisme offrant des certitudes aux paumés de tous ordres. Une France des catégories maltraitées et des banlieues sans repères.

La France du «oui» aussi est multiple. Urbaine, insérée dans son temps, aisée – à tous les sens du mot –, plus jeune, culturellement assise. Une France qui a moins à redouter que l'autre les aventures de l'ouverture au monde environnant. Mieux armée.

Le résultat étriqué du référendum démontre qu'après plus de trente-cinq ans de construction européenne – une génération! – tout reste à dire à une moitié des Français pour les convaincre que l'Europe est une perspective plus qu'une menace. Voilà qui illustre le grave déficit pédagogique d'une élite qui a, à l'échelon du continent, imaginé une gigantesque construction réglementaire, institutionnelle, économique, sans se soucier vraiment d'en rendre compte aux peuples.

A une Europe d'experts, il faudra bien se décider à faire succéder une Europe des citoyens.

« Mon champ, disait

Goethe, c'est le temps. » Ce fut aussi celui des premières décennies de la construction européenne. Les bouleversements géopolitiques de la planète comme les pesantes incertitudes que font planer la crise économique des pays riches et la pression des pauvres sur leurs frontières nécessitent une accélération de cette histoire-là.

« Expliquer l'Europe »

Mais, pour s'y livrer, il y faudra la force d'une conviction collective à l'intérieur de chaque nation. Le temps n'a plus guère le temps.

Désormais, a dit Mario Soares, « il reste à expliquer l'Europe ». John Major, en annonçant que le prochain sommet d'octobre devra se fixer pour objectif d'« avoir le soutien des peuples », ne dit pas autre chose. Cette pédagogie du futur a manqué jusqu' alors.

Si la France veut conserver un rôle moteur dans l'Union qui se met en place, il faudra que ses dirigeants fassent la preuve qu'ils ont compris qu'en adhérant à Maastricht de la manière dont elle l'a fait la France réclamait un dessein plus clair et un langage plus ardent.

BRUNO FRAPPAT

Le « non » de la France rurale et ouvrière

Cinquante-trois départements métropolitains, sur quatre-vingt-seize, ont voté majoritairement contre le traité d'Union européenne. La France du « non » est celle des régions ou des villes en difficulté, dont les exemples les plus évidents sont fournis par le Nord-Pas-de-Calais et la Haute-Normandie, d'une part, par Marseille de l'autre. Parmi les treize régions métropolitaines, sur vingt-deux, où le « non » l'a emporté, la Picardie arrive en tête (avec 57,05 % de votes négatifs), suivie par la Corse (56,72 %), le Nord-Pas-de-Calais (55,71 %) et la Haute-Normandie (54,37 %).

C'est, d'abord, la France rurale qui redoute les conséquences de la réforme de la politique agricole commune. Les producteurs de pommes de terre ou de betteraves de l'Aisne et de la Brie, les céréaliers de la Beauce, les éleveurs du Limousin, d'Auvergne et de Normandie, les producteurs de primeurs du Sud-Ouest et de Provence ont rallié autour d'eux des majorités de refus. C'est bien d'un vote rural qu'il s'agit, car on constate que souvent, dans ces mêmes départements, les villes ont, au contraire, approuvé le traité de Maastricht. Ce n'est pas le cas de toutes. Périgueux est au diapason de la Dordogne. Avignon a voté comme son département, dont les responsables syndicaux agricoles avaient manifesté leur colère contre le pouvoir à la fin du mois d'août, après s'être solidarisés, en juillet, avec les routiers, corporation importante dans le chef-lieu du Vaucluse.

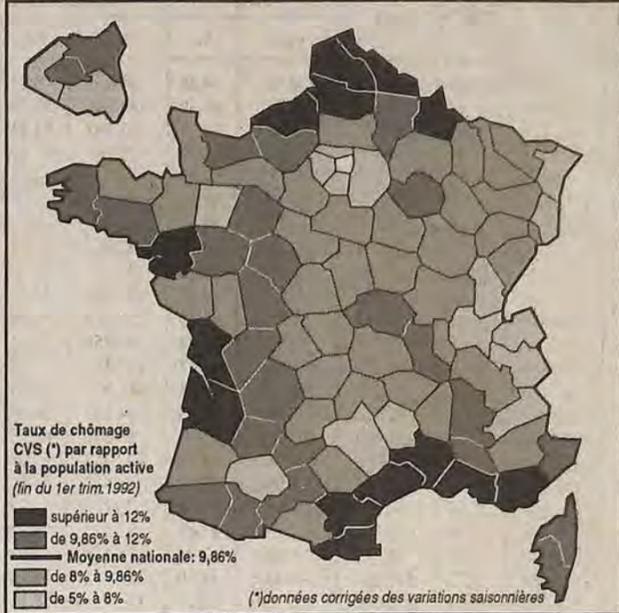
M. Philippe Arnaud, secrétaire général de la coordination rurale, s'est déclaré, dimanche soir, « très déçu » par la victoire du « oui », mais il aurait pu observer que l'action menée depuis plus d'un an par les agriculteurs contre la politique communautaire a porté ses fruits. Les ruraux se sont solidarisés avec les paysans pour manifester leur refus d'une Europe ressentie comme une menace. En Corrèze, malgré l'engagement des parlementaires – à commencer par M. Jacques Chirac – en faveur du traité, celui-ci a été rejeté dans deux cent trente-six communes sur deux cent quatre-vingt-six, y compris Ussel, principale agglomération de la circonscription du président du RPR.

Les villes qui subissent un déclin ont aussi choisi le « non ». Leur carte se confond en partie avec celle de la France rurale. Carcassonne, Narbonne et Castelnaudary, dans l'Aude, Béziers, dans l'Hérault, souffrent de n'avoir pas trouvé les voies d'un développement capable de remplacer l'activité qu'elles devaient à la viticulture. Loin de se réjouir de l'expansion de Montpellier, elles envient la prospérité de la capitale régionale.

La France de la crise

Ce phénomène n'affecte pas seulement les villes dont la vie est liée, directement ou indirectement, à l'agriculture. D'autres délaissées des choix d'aménagement du territoire figurent parmi les cités où le « non » est le plus fort, telle Arles (Bouches-du-Rhône), qui, comme ses voisines Avignon et Nîmes, a voté contre Maastricht, de même que Sète, dans l'Hérault, Amiens et Abbeville, dans la Somme, Beauvais, dans l'Oise.

Marseille vient naturellement en tête de ces villes que les mutations économiques ont appauvries et qui ont émis, sur le traité d'Union européenne, un vote de protestation contre le pouvoir autant que contre l'Europe. Deuxième ville de



France, elle apparaît comme la capitale de la France de la crise, que dessine le vote de dimanche. Le Pas-de-Calais, avec 58,15 % de « non », vient, aussitôt après la Somme (58,93 %), en tête de ces départements où les dégâts des restructurations industrielles des dix dernières années se mesurent au niveau de chômage, très supérieur à la moyenne nationale. Alors que celle-ci est de 9,86 % (en données corrigées), il dépasse 12 % dans quatorze départements, dont un seul, la Loire-Atlantique, a voté

l'être, chômeurs ne pouvant prétendre qu'à des emplois peu qualifiés. Des villes comme Calais et Boulogne-sur-Mer, dans le Pas-de-Calais, Amiens, dans la Somme, Saint-Quentin, dans l'Aisne, Le Havre, en Seine-Maritime, Cherbourg, dans la Manche, Montluçon, dans l'Allier, où le « non » est majoritaire, sont de celles où toute une partie de la population connaît ou côtoie la pauvreté, voire la misère.

La France des banlieues

Même dans les régions qui ont donné un net avantage au « oui », le vote des banlieues est allé souvent en sens inverse. Mantes-la-Jolie, qui est devenue l'exemple-type des villes où se concentrent les problèmes de chômage et de délinquance parmi les jeunes, souvent issus de l'immigration, se distingue par son vote négatif dans un département d'Ile-de-France, les Yvelines, où le « oui » dépasse 57 %. La Seine-Saint-Denis tout entière a voté « non » (à 54,33 %), de même qu'Argenteuil et Goussainville, dans le Val-d'Oise, Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine, Creil, dans l'Oise, Saint-Etienne-du-Rouvray, en Seine-Maritime, Vénissieux ou Saint-Fons, dans le Rhône.

La France de la crise et celle des banlieues correspondent à la géographie de la classe ouvrière, qui s'est majoritairement prononcée contre Maastricht. Les départements déjà cités le montrent, mais il est significatif que dans certains de ceux où le « oui » l'emporte, les villes à population ouvrière se distinguent par le choix contraire. C'est le cas, dans la Loire, à Firminy, à Rive-de-Gier ou à La Ricamarie; dans la Saône-et-Loire, à Montceau-les-Mines; dans le Puy-de-Dôme, à Thiers.

La plupart des départements qui ont voté « non » dimanche faisaient partie de ceux qui, le 10 mai 1981, avaient apporté leurs suffrages à M. François Mitterrand. Le 24 avril 1988 encore, au premier tour de l'élection présidentielle, ils se situaient parmi ceux qui avaient donné une majorité de voix aux candidats de la gauche, de l'extrême gauche ou des écologistes, avant de soutenir M. Mitterrand au second tour, le 8 mai. La comparaison avec 1981 est particulièrement frappante : les départements en tête du « non » sont ceux qui avaient voté le plus massive-



majoritairement « oui ». La carte du chômage et celle du vote « non » se recourent largement.

Parmi les villes qui ont le plus massivement rejeté Maastricht, celles qui ont été frappées, au cours des dernières années, par des fermetures d'entreprises figurent en bonne place. C'est le cas de La Seyne-sur-Mer, dans le Var, et de La Ciotat, dans les Bouches-du-Rhône, victimes de l'effondrement de la construction navale, de Valenciennes ou de Denain, dans le Nord, qui ont subi la crise de la sidérurgie. Cependant, la partie de la Lorraine également concernée par cette crise a, elle, voté « oui », mais il est vrai que le chômage y est inférieur au taux national, grâce à une politique de reconversion réussie et grâce, aussi, à la mobilité dont ont fait preuve beaucoup de jeunes de cette région.

Illustration de la « société duale », le vote de dimanche met en évidence les contours d'une France des laissés-pour-compte, titulaires du RMI ou candidats à

ment pour le candidat de la gauche face à M. Valéry Giscard d'Estaing. Ce sont, par ordre décroissant des voix recueillies par M. Mitterrand, la Seine-Saint-Denis, l'Aude, le Pas-de-Calais, la Dordogne, la Corrèze, la Somme, la Nièvre, la Haute-Vienne, l'Aisne, la Creuse, le Gard, l'Allier, les Bouches-du-Rhône...

On retrouve ces mêmes départements parmi ceux qui avaient réélu M. Mitterrand avec le plus d'entraînement en 1988. Le « non » est majoritaire dans cinquante et un des soixante-dix-huit départements métropolitains qui avaient voté, il y a quatre ans, pour le président de la République. Le Parti communiste a su anticiper et amplifier ce phénomène, qui apparaît nettement dans des départements (la Seine-Saint-Denis) ou des villes (Ivry-sur-Seine, Nanterre, Le Havre, Saint-Quentin, Aubagne...) qu'il contrôle, voire dans des villes qu'il avait perdues en 1989, comme Saint-Dizier, Villeneuve-Saint-Georges ou Amiens. En revanche, sur le pourtour méditerranéen et en Corse, c'est un « non » de droite, voire d'extrême droite qui s'affirme nettement.

Les élections régionales de mars dernier avaient révélé le délitement de ce que M. Mitterrand appelait autrefois le « peuple de gauche » et l'isolement du Parti socialiste, le Front national prenant pied sur le terrain perdu par la gauche. Ce n'est pas à ses partisans d'il y a onze ans, ni même à ceux d'il y a quatre ans, que M. Mitterrand doit d'avoir obtenu le « oui » qu'il demandait aux Français.

PATRICK JARREAU

Les sept précédents référendums

28 septembre 1958 (approbation de la Constitution de la V^e République) : I., 45 840 642; V., 36 893 979; A., 19,51 %; E., 36 486 251; OUI, 31 066 502 (85,14 %); NON, 5 419 749 (14,85 %).

8 janvier 1961 (approbation de la politique d'autodétermination en Algérie) : I., 32 520 233; V., 23 986 913; A., 26,24 %; E., 23 265 444; OUI, 17 447 669 (74,99 %); NON, 5 817 775 (25 %).

8 avril 1962 (approbation des accords d'Évian sur l'indépendance de l'Algérie) : I., 27 582 072; V., 20 779 303; A., 24,66 %; E., 19 675 497; OUI, 17 866 423 (90,80 %); NON, 1 809 074 (9,19 %).

28 octobre 1962 (élection du président de la République au suffrage universel) : I., 28 185 478; V., 21 694 563; A., 23,02 %; E., 21 125 054; OUI, 13 150 516 (62,25 %); NON, 7 974 538 (37,74 %).

27 avril 1969 (régionalisation et réforme du Sénat) : I., 29 392 390; V., 23 552 611; A., 19,86 %; E., 22 908 855; NON, 12 007 102 (52,41 %); OUI, 10 901 753 (47,58 %).

23 avril 1972 (élargissement de la Communauté économique européenne à la Grande-Bretagne, à l'Irlande, au Danemark et à la Norvège) : I., 29 820 464; V., 17 964 607; A., 39,75 %; E., 15 878 488; OUI, 10 847 554 (68,31 %); NON, 5 030 934 (31,68 %).

6 novembre 1988 (statut de la Nouvelle-Calédonie) : I., 38 025 823; V., 14 028 705; A., 63,10 %; E., 12 371 046; OUI, 9 896 498 (79,99 %); NON, 2 474 548 (20 %).

L'ÉPREUVE DES FAITS

Axel Krause

LA RENAISSANCE

Voyage à l'intérieur de l'Europe

Axel Krause

décrit mieux que quiconque cette naissance difficile, exaltante, profondément pacifique, d'une nouvelle puissance mondiale.

Beril Galland / Le Nouvel Quotidien

Collection L'Épreuve des Faits dirigée par Hervé Hamon et Patrick Rotman.

Editions du Seuil

Les réactions à l'Élysée et à Matignon

Avec 30,31 % d'abstention

La participation a été supérieure de dix points à celle de 1972

Avec 30,31 % de non-votants selon la dernière totalisation du ministère de l'intérieur, le référendum sur Maastricht se situe loin des «pics» abstentionnistes des élections européennes de 1989 (51,11 %) et du référendum organisé en 1988 sur les accords de Matignon à propos de l'avenir de la Nouvelle-Calédonie (63,10 %).

Dans le premier cas, il s'agissait plutôt d'une confirmation, les élections au Parlement européen ayant toujours été marquées par des taux d'abstention élevés : 39,29 % en 1979, puis 43,27 % en 1984. Dans le second, la faible participation n'avait pas été non plus une surprise puisqu'il s'agissait d'un vote dépourvu d'un véritable enjeu national, pour

lequel le RPR avait d'ailleurs recommandé la non-participation à ses électeurs.

Le référendum sur le traité de Maastricht paraissait conjuguer ces deux handicaps : l'Europe, traditionnellement peu attractive, et l'absence d'enjeu national, puisque le président de la République avait annoncé bien avant le résultat qu'il n'entendait pas lier son destin politique au sort des urnes. Le référendum comparable organisé par Georges Pompidou en 1972 sur l'élargissement de la Communauté économique européenne à la Grande-Bretagne, l'Irlande, au Danemark et à la Norvège — où les socialistes avaient appelé à l'abstention — n'avait pas été une réussite puisque près de 40 % des électeurs

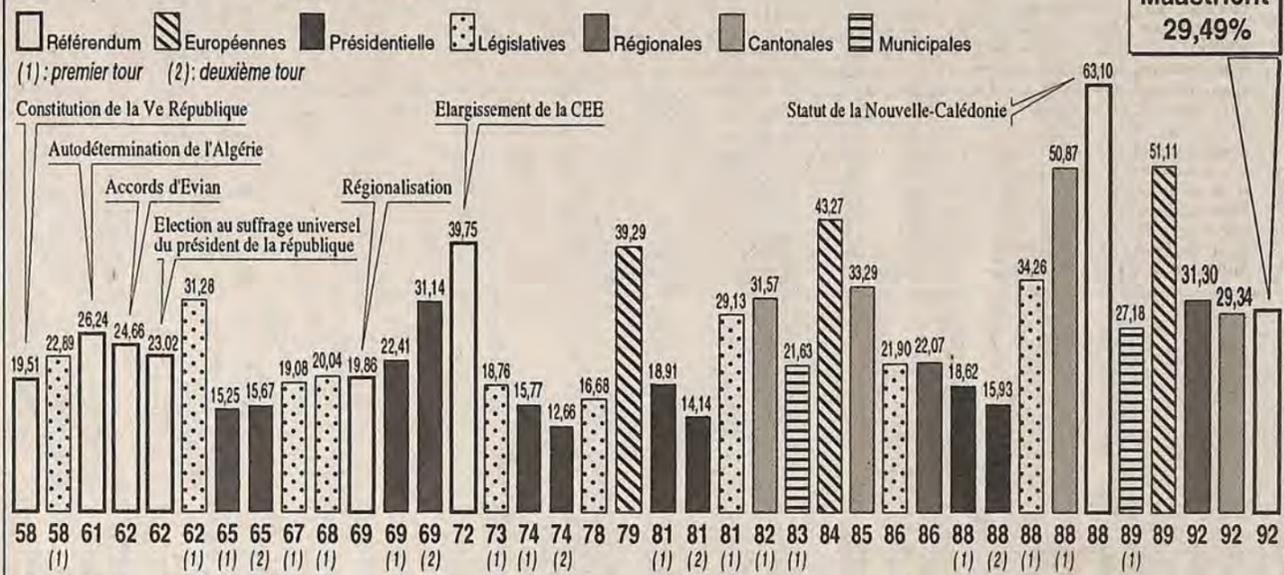
(39,75 %) avaient refusé d'y prendre part. Il n'en a pas été de même avec Maastricht.

Le faible intérêt de l'opinion enregistré au mois de juin n'a cessé de se corriger au cours de l'été. Le débat véritable qui s'est instauré, aiguillonné par les scores serrés délivrés par les instituts de sondage, explique la faiblesse relative de l'abstention. Le taux de participation de ce référendum s'ajoute aux bons résultats des dernières élections régionales et cantonales. S'il est évidemment plus bas que pour une présidentielle, élection reine de la V^e République, il peut être mis en parallèle avec les résultats recueillis ordinairement aux élections municipales, élections de proximité s'il en est, qui mobili-

sent toujours les électeurs. En matière d'abstention, le référendum de 1992 se situe donc entre celui de 1972 et les référendums gaullistes des années 60, qui avaient, eux, un caractère plébiscitaire, la participation la moins forte (73,76 %) ayant eu lieu en 1961 à propos de l'autodétermination en Algérie. La pratique référendaire paraissait presque vouée aux oubliettes de la V^e République depuis le départ du général de Gaulle, après le référendum de 1969 sur la décentralisation et le Sénat (19,86 % d'abstention). Le vote sur Maastricht la remet en selle de belle manière.

G. P.

L'abstention depuis 1958



Pièges d'une victoire

Suite de la première page

Hormis ce dérapage, les réactions des principaux responsables politiques du pays permettent de prendre l'exacte mesure de ce scrutin, qui fut, au vrai sens du terme, historique : il conditionne le sort de dix autres pays et couronne les efforts d'une diplomatie française couvrant deux Républiques et assumés par quatre présidents.

Miracle!

Dans un pays qui compte trois millions de chômeurs, et est dirigé par un pouvoir discrédité, c'est pourtant miracle, a dit en substance M. Giscard d'Estaing, que le «oui» l'ait emporté. L'ancien président a eu parfaitement raison de faire valoir que la formation qu'il dirige, l'UDF, a «sauvé» le résultat. M. Mitterrand ne s'est d'ailleurs pas fait faute de louer «la fermeté de conviction et le courage intellectuel» de ceux qui, dans l'opposition, ont en effet permis que le «oui» l'emporte. Dans le partage des responsabilités, la palme revient à la famille libérale et centriste, dont l'électorat s'est prononcé à plus de 60 % en faveur de l'Union européenne, tandis que le RPR a peu suivi son chef de file (34 %).

M. Jacques Toubon, lui, a élargi la réflexion, en évoquant un «formidable défi» lancé à tous les hommes politiques. Tous doivent en effet s'interroger sur la coupure que ce scrutin a concrétisée. Coupure sociologique : les Français qui attendaient des socialistes que leur sort soit amélioré par leur gestion ont voté «non»; ceux qui se sont enrichis ont voté «oui»; la France des ouvriers et des employés, celle que François Mitterrand avait attirée à lui en 1981, a voté «non»; la France des cadres, des instruits, des élites, a voté «oui». Coupure géographique : les centres-villes d'un côté, les paysans de l'autre; des régions de vieille implantation socialiste du côté du refus et du repli (Languedoc-Roussillon et surtout Nord-Pas-de-Calais), des régions «de droite» du côté de l'ouverture et du risque (Rhône-Alpes, et surtout Ile-de-France); des zones qui ont plus que d'autres payé le prix du sang en faveur de l'ancrage européen, au point de la plébisciter (l'Alsace et la Lorraine), d'au-

tres, qui ont sans doute la mémoire plus courte, franchement hostiles.

M. Pierre Bérégovoy n'a pas été moins pertinent que M. Toubon en insistant sur la nécessité, pour le gouvernement, d'être «plus qu'hier à l'écoute du pays». La leçon vaut d'ailleurs pour tout le monde, opposition comprise. Personne ne peut douter de la bonne foi et de la bonne volonté du premier ministre. Mais lui-même est désormais en droit de s'interroger sur la possibilité qu'il aura de passer aux actes. Car c'est l'opposition qui, malgré ses divisions, sort renforcée de ce scrutin : dominante dans le «non», elle a été déterminante pour le «oui». Sans doute serait-il exagéré d'affirmer qu'un pouvoir qui sollicite l'électorat, et qui obtient de lui une approbation, se trouve affaibli par celle-ci. Chacun voit pourtant que le président comme le gouvernement ne peuvent dégager, dans l'immédiat, aucune marge de manœuvre supplémentaire.

Quelques jours de stabilité

L'oxygène dont ils ont un urgent besoin ne pouvait venir que de la mise sur pied, ne fût-ce qu'à l'état d'ébauche, d'une majorité européenne qui, à partir de la fracture qui était apparue au sein de la droite, aurait pu prolonger un «effet Maastricht». Las ! il ne s'est pas produit. Car l'étroitesse du succès, et la maladresse de M. Fabius (lequel a cru bon de proclamer la victoire du président en liant celle-ci à une recomposition politique), ont conduit diverses personnalités de la droite modérée à écarter brutalement, dès dimanche soir, une telle perspective. Il ne s'est plus trouvé que Brice Lalonde pour mettre en avant, avec l'approbation de Michel Noir, l'idée d'une majorité «libérale, sociale et écologique». Mais tous les autres avaient les yeux rivés sur les résultats des sondages effectués à la sortie des urnes et portant sur les intentions de vote au prochain scrutin législatif : ils traçaient, pour la coalition RPR-UDF, la perspective d'une victoire écrasante.

Celle-ci conduit naturellement à écarter toute idée de dissolution de l'Assemblée nationale, à l'initiative du pouvoir : il y perdrait

les quelques jours de stabilité politique que le «oui» lui garantit, et décréterait lui-même l'heure de la fin de son mandat. En revanche, tout laisse penser que pour tenter d'effacer les traces de la querelle qui l'a divisée l'opposition cherchera à se ressouder, au moins aux yeux de l'opinion, à la première occasion venue. De ce point de vue, rien de tel qu'une bonne motion de censure ! En choisissant, par exemple, de déposer celle-ci à l'issue de l'examen de la partie «recettes» du projet de budget, l'appoint des députés communistes sera aisé à obtenir, la direction du PCF n'étant jamais en retard d'une «complicité objective» avec la droite. Il y a donc fort à parier que MM. Chirac et Balladur d'un côté, Pasqua et Séguin de l'autre, trouveront provisoirement un terrain d'entente sur le dos du gouvernement, et tenteront, par le biais de la censure, de parvenir à une dissolution de l'Assemblée nationale.

Une élection présidentielle anticipée ?

Dans ces conditions, le pouvoir devra peut-être se résoudre à envisager une élection présidentielle anticipée. M. Mitterrand a gagné le référendum, mais il reste cerné. Et il ne peut vraisemblablement briser cet encerclement qu'en tentant, à terme, une sortie par le haut. Une telle hypothèse est sans doute peu conforme à son tempérament de guerrier patient et obstiné; mais elle serait sans doute, pour lui et pour les siens, le meilleur cas de figure possible. Que les socialistes soient contraints maintenant d'affronter des élections législatives, ou que celles-ci viennent à leur heure, peu importe : le naufrage politique est au bout de la route. Que le calendrier soit bouleversé et que l'élection présidentielle soit avancée, et la gauche socialiste retrouve une chance sinon de se perpétuer, du moins de se rétablir. Car autant la perspective législative paraît fermée, autant l'échéance présidentielle rouvre le jeu.

Naturellement, il est possible d'objecter à ces considérations d'opportunité que le président est parfaitement à même d'affronter une nouvelle cohabitation, et d'attendre que la droite s'affaiblisse. Mais au train où vont les choses il risque fort d'être privé de l'assise parlementaire qui lui permettrait de tenir dans de bonnes conditions. En outre, lui-même et son gouvernement sont à court de projet : l'ancrage européen avait été annoncé comme étant le grand dessein du second septennat. Or le voilà accompli. D'une certaine

façon, la messe est dite. Le grand œuvre est achevé, la mission accomplie. Comment ne pas penser, dans ces conditions, à un mandat abrégé, qui permettrait à M. Mitterrand de prendre le pays à témoin du chemin parcouru, et qui conduirait l'Histoire à en prendre acte ?

JEAN-MARIE COLOMBANI

POINT DE VUE

Et maintenant ?

par Jean-Louis Bianco

APRÈS avoir retenu son souffle, l'Europe tout entière pousse un «ouf» de soulagement. La France, encore un peu ivre d'Europe et de référendum, retourne à sa vie quotidienne. Et la médiocrité politique, un instant troublée, se réinstalle comme si rien ne s'était passé.

Et pourtant ! Comment ne pas voir que ces vingt jours de septembre qui ont ébranlé l'Europe ont aussi redonné à la politique sa noblesse et à la France un projet. Ce projet s'appelle démocratie directe et Europe vivante.

Démocratie directe : je sais que l'expression fait peur en France, où l'on se souvient, avec raison, du danger de plébiscite, où l'on souligne, à juste titre, qu'il nous faut un Parlement plus fort, des syndicats plus forts, brefs des structures de représentation solides entre le citoyen et l'Etat.

Mais n'oublions pas l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme de 1789 : «La loi est l'expression de la volonté générale. Tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement ou par leurs représentants à sa formation.» Des citoyens majeurs, informés, ont bien le droit en effet de décider directement de leur avenir. Le référendum ne s'use que si l'on ne s'en sert pas ou si l'on s'en sert mal. Il n'est pas la réponse à tout. Il n'est pas toujours opportun, mais il fait partie, indiscutablement, de la démocratie moderne.

Comment retrouver ce goût passionné du débat qui a emporté la France pendant quelques semaines où tant de citoyens se sont faits à la fois étudiants et précepteurs ? Je propose quatre idées pour une démocratie vivante :

1. Un référendum pour décider demain de l'élargissement de l'Europe, si possible dans tous les

M. Mitterrand : «Le vote de ce jour engage toute la France»

Le président de la République est intervenu, dimanche peu après 22 heures, à la télévision depuis le palais de l'Élysée. Voici le texte intégral de sa déclaration :

«Mes chers compatriotes, nous venons de vivre en ce dimanche 20 septembre l'un des jours les plus importants de l'histoire de notre pays. Car la France non seulement assure son avenir, renforce sa sécurité et consolide la paix dans une région du monde si cruellement déchirée par la guerre, mais elle démontre aussi, et surtout, qu'elle est encore et toujours capable d'inspirer l'Europe, en mesure désormais d'égaliser les plus grandes puissances de la terre.

«A l'heure où je m'exprime, en effet, il paraît certain qu'une majorité d'entre vous a approuvé le traité d'Union européenne adopté à Maastricht que je vous ai soumis et qu'ont soutenu des femmes et des hommes dont la fermeté de conviction et le courage intellectuel l'ont emporté sur d'autres considérations partisanses.

«Je veux en votre nom les

remercier et c'est à vous, Français, à vous qui avez voté «oui» à la France, «oui» à l'Europe, «oui» à l'espoir, que va d'abord ma gratitude. J'ai dit au début de la campagne électorale qu'il n'y aurait à l'issue de ce scrutin ni vainqueurs ni vaincus. Le vote de ce jour engage toute la France, mais je respecte les sentiments des libres citoyens qui, en votant «non», ont voulu sauvegarder des valeurs dans lesquelles ils croient.

«Imaginez maintenant la joie des pays de la Communauté, des amis les plus proches, qui attendaient de nous les signes dont ils avaient besoin. Imaginez la joie des autres pays européens, qui, presque tous, aspirent à nous rejoindre, surtout ceux qui ont été si longtemps privés de liberté.

«Je suis heureux, mes chers compatriotes, que vous ayez choisi la jeunesse, le renouveau, la sauvegarde du présent, qui exige de vous tant d'efforts, et les chances, toutes les chances des lendemains.

«Vive la République ! Vive la France !»

M. Bérégovoy : «Le gouvernement sera plus qu'hier à l'écoute du pays»

M. Bérégovoy a fait, dimanche soir, la déclaration suivante :

«Le président de la République s'est adressé à chacune et à chacun d'entre vous. Après un débat qui a honoré notre démocratie, le peuple français a approuvé le traité d'Union européenne qu'il leur avait soumis. Le succès du «oui» n'est pas le succès d'un camp contre un autre. C'est le choix du bon sens et de la jeunesse. C'est un succès pour l'Europe, une victoire pour la France.

«En cet instant, je souhaite rendre un double hommage. D'abord à François Mitterrand, auquel je dis la reconnaissance du pays pour avoir permis à la France de franchir une nouvelle étape dans la voie de la construction européenne. Ensuite, à tous ceux qui, au cours de ces dernières semaines, se sont engagés résolument en faveur de la ratification, fidèles à la mémoire des femmes et des hommes qui ont lutté

depuis quarante-cinq ans pour réconcilier les peuples européens. Désormais, nous pouvons ouvrir à nos enfants une ère de paix et de progrès.

«Le scrutin a été serré. Des questions ont été posées, des inquiétudes exprimées par les agriculteurs, par les ouvriers, par les Français les plus exposés aux duretés de l'existence. A tous, sans exception, je dis que le gouvernement les a entendus, que tout sera entrepris pour parfaire l'édification d'une communauté européenne plus démocratique et plus sociale. La France a besoin, nous le savons tous, d'une agriculture moderne, d'une monnaie solide et de rapports sociaux plus équilibrés. Cela ne peut s'accomplir qu'avec votre concours, qu'avec le concours de tous les Français. Le gouvernement y travaillera sans relâche. Il sera plus qu'hier à l'écoute du pays.»

bles litiges qui minent quotidiennement la confiance des Français dans leur Etat.

Europe vivante : la construction de l'Europe est aujourd'hui l'un des seuls projets capables de mobiliser la jeunesse et de donner un souffle, un sens, une perspective à l'action politique.

Cette Europe sera ce que nous la ferons, nous les peuples, plus sociale ou plus libérale, plus organisée ou plus libre-échangiste. Mais elle ne deviendra proche, tangible, que si chacun, à sa manière et selon ses moyens, peut devenir un ouvrier de l'Europe :

— L'Europe des jumelages : pas seulement les villes, mais aussi les écoles, les hôpitaux, les entreprises ;

— L'Europe des comités d'entreprise ;

— L'Europe des apprentis et des étudiants : augmentons vite et fortement, avec la participation des régions, les programmes Erasmus et Petra, pour que la possibilité soit donnée à des dizaines de milliers de jeunes d'avoir un temps de formation dans au moins un autre pays d'Europe ;

— L'Europe du sport : championnats d'Europe, équipes d'Europe ;

— L'Europe industrielle, avec de nouveaux projets mobilisateurs, comme l'ont été Ariane et Airbus : pourquoi, par exemple, ne pas fabriquer ensemble le super-TGV européen de demain ?

— L'Europe démocratique, en jumelant débats d'orientation dans les Parlements nationaux et au Parlement européen.

Toutes ces idées sont discutables et perfectibles, mais j'ai une certitude : c'est dans cette direction qu'il faut exercer le renouvellement de notre vie politique.

► Jean-Louis Bianco est ministre de l'équipement, du logement et des transports.

L'UNION EUROPÉENNE

Les réactions

Parmi les partisans du « oui »...

□ **M. Giscard d'Estaing (UDF) :** « Un changement politique nécessaire. » - M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF : « Le rôle de notre famille politique a été important. (...) La majorité des électeurs et des électeurs de l'UDF ont voté « oui », ils ont sans doute fait une grande partie de la différence. (...) Il y a une autre échéance au mois de mars prochain : c'est le changement de la politique de la France, et ce changement est d'autant plus nécessaire que les Français disent « oui » à l'Europe parce qu'il faudra qu'ils se mettent en situation de tirer avantage de l'union de l'Europe. (...) Chez celles et ceux qui ont voté « non », il y a des choses que nous devons écouter et auxquelles il faudra apporter des réponses après mars prochain. »

□ **M. Barre (divers droite) :** « La voie de l'avenir ». - M. Raymond Barre, député (app. UDC) du Rhône, ancien premier ministre : « Malgré les vicissitudes et les secousses de la conjoncture, la France a choisi la voie de l'avenir. (...) Les Françaises et les Français de toutes tendances ont refusé les équivoques partisanes pour ne considérer que l'intérêt national. (...) Nous avons une double tâche : montrer que les craintes et les inquiétudes des partisans du « non » étaient vaines, (...) conserver notre cohésion pour que soit mise en œuvre et soutenue une action de réforme et de rénovation dont dépendra la place de la France dans l'Union européenne. »

□ **M. Longuet (UDF-PR) :** « Besoin de clarification ». - M. Gérard Longuet, député (UDF-PR) de la Meuse, président du Parti républicain : « Il est urgent que l'opposition s'affiche comme capable de prendre la relève. (...) Il y a un besoin de clarification. Il s'est dit pendant cette campagne des choses très contradictoires, et les électeurs de droite ont le droit de savoir (...) quelles sont nos lignes de force et quelle est notre cohérence. (...) Nous devons balayer devant notre porte. S'il n'y a pas de cohérence, il n'y a pas de résultat. »

□ **M. Madelin (UDF-PR) :** « Une France malheureuse ». - M. Alain Madelin, député (UDF) d'Ille-et-Vilaine, vice-président du Parti républicain : « Dans les « non » qui sont importants ce soir, c'est une France malheureuse, une France qui souffre de la politique agricole commune (...) et de la politique socialiste. Quand viendra l'heure de l'alternance, ces « non » seront de notre côté. »

□ **M. Méhaignerie (CDS) :** « Appel au secours ». - M. Pierre Méhaignerie, président du CDS : « La France est doublement malade : la France des ouvriers (...) et la France du monde rural. (...) Ces électeurs n'ont pas voté contre l'Europe, ils ont appelé au secours. »

□ **M^{me} Veil (div. droite) :** « Historique ». - M^{me} Simone Veil, député européen, ancien président du Parlement européen : « Je crois que c'est d'une importance historique. Cela permet à l'Europe et à la France de continuer. »

□ **M. Juppé (RPR) :** « Pas de triomphalisme ». - M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR : « Il ne faut pas faire de triomphalisme et tenir compte du fait qu'un électeur sur deux pratiquement a voté « non ». La Communauté européenne ne pourra plus fonctionner demain comme hier ». A propos des divisions au sein du RPR, M. Juppé a ajouté : « Ce n'est pas une guerre de religion. (...) La meilleure manière de nous assurer que nous sommes tous décidés à continuer ensemble, c'est de le demander à nos militants. (...) Nous allons poser la question de confiance. (...) Je suis sûr que le Rassemblement pour la République fera très rapidement son unité et que l'opposition se retrouvera également unie. »

□ **Le Mouvement européen :** « Coup d'arrêt aux nationalismes ». - Le Mouvement européen, présidé en France par M. Jean François-Poncet, sénateur (UDF) du Lot-et-Garonne : « La France (...) peut être fière d'avoir donné aux nationalismes qui déferlent sur notre continent depuis l'effondrement de l'empire soviétique le coup d'arrêt qu'il était urgent de leur apporter pour sauvegarder la paix, la prospérité et l'indépendance du continent. (...) L'Europe doit cesser d'être construite par des techniciens et par des diplomates, derrière des portes closes. »

□ **M. Quilès (PS) :** « Rejet de la démagogie ». - M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur et de la sécurité publique : « Les Français viennent de montrer leur attachement à la démocratie et aux institutions de la République. Ils ont prouvé en plus qu'ils savaient rejeter la démagogie des extrêmes en refusant de suivre ceux qui agitent les peurs et les fantasmes. La

victoire du « oui » est la preuve que le président de la République a eu raison de consulter directement les Français. Ce référendum a permis, grâce au débat public, d'enrichir la vie démocratique dans notre pays. Il a suscité une prise de conscience collective autour d'un grand projet. Son résultat a démontré que notre peuple a confiance en lui-même. »

□ **M^{me} Guigou :** « Faire une Europe meilleure ». - M^{me} Elisabeth Guigou, ministre délégué aux affaires européennes : « Il faut comprendre le message des gens qui ont voté « non ». (...) Les inquiétudes et les craintes qui ont été exprimées ne doivent pas être négligées. Il faut faire une Europe meilleure, moins bureaucratique (...), dépasser le débat politique ordinaire pour travailler sur un grand projet. »

□ **M. Rocard (PS) :** « Un peu déçu ». - M. Michel Rocard, ancien premier ministre, s'est déclaré « un peu déçu ». « J'aurais espéré une victoire plus large, témoignant d'un élan plus enthousiaste, a-t-il dit. L'étroitesse de la marge de manœuvre nous donne la mesure du travail qu'il faut reprendre pour soulager les difficultés des Français qui ont dit « non ». »

□ **M. Delors (PS) :** « Un progrès décisif ». - M. Jacques Delors, président de la Commission des communautés européennes : « C'est un progrès décisif de la Communauté européenne. Les Françaises et les Français ont dit « oui » avec une faible marge. Qu'ils en soient remerciés pour la France, pour l'Europe, pour l'Histoire. » A propos de ceux qui ont exprimé à travers un vote négatif « leur angoisse », M. Delors a déclaré : « Notre devoir est d'en tenir compte, tant au niveau national qu'au niveau européen. Nous n'y parviendrons qu'en approfondissant nos pratiques démocratiques. »

□ **M. Lang (PS) :** « Bleu-blanc-rouge ». - M. Jack Lang, ministre de l'éducation et de la culture : « Le rôle du président de la République a été déterminant puisque c'est lui qui a voulu que le peuple français soit consulté. Ce pari audacieux, qui n'était pas sans risque, a été ce soir gagné. (...) Les bulletins des Français sont bleu-blanc-rouge, pour une France qui va de l'avant. »

□ **M. Fabius (PS) :** « Un succès pour le président ». - M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS : « Le résultat est un succès pour notre démocratie et pour le président qui, en décidant le référendum, en a pris l'initiative. (...) L'Europe a gagné ce soir. (...) Non sans difficultés mais par étapes, la France va participer à la construction de l'Union européenne d'une façon déterminante. (...) Ce débat a exprimé aussi des inquiétudes, et il est clair qu'il faudra y répondre concrètement dans nos choix. »

□ **M. Emmanuelli (PS) :** « Les limites de l'économisme ». - M. Henri Emmanuelli, député (PS) des Landes, président de l'Assemblée nationale : « Force est de constater que le résultat est acquis de justesse et qu'un Français sur trois est resté indifférent à son propre destin. (...) Economisme et monétarisme ont leurs limites et la cohésion sociale doit redevenir ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : le premier objectif. »

□ **M. Hory (MRG) :** « Des clivages politiques nouveaux ». - M. Jean-François Hory, président du Mouvement des radicaux de gauche : « La campagne a fait apparaître des clivages politiques nouveaux. Une partie des votes négatifs expriment des inquiétudes légitimes qu'il appartient aux responsables nationaux et aux instances communautaires d'apaiser. »

□ **M. Kouchner (maj. prés.) :** « Le vent du boulet ». - M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire : « Les partisans du « oui » ont entendu le vent du boulet. Il faut tenir compte très largement de ce qui a été dit pour agrandir et approfondir le débat. » « Les étrangers sont devenus nos frères, a-t-il ajouté, en tout cas les Européens. »

□ **M. Lalonde (Génération Ecologie) :** « Vraie majorité ». - M. Brice Lalonde, président de Génération Ecologie : « Je ne plastronne pas. Ce n'est quand même pas passé loin. (...) Je pense qu'il y a une majorité en France, qui est à la fois libérale, sociale et écologique. Elle a juste 51 % des voix. Ce n'est pas beaucoup, c'est la vraie majorité. »

□ **M. Waechter (Verts) :** « Ambition ». - M. Antoine Waechter, porte-parole des Verts, qui s'est prononcé en faveur du « oui » : « Le résultat ne peut que nous conforter pour mettre, dans ce cadre qu'est Maastricht, une Europe plus démocratique et une véritable ambition sociale et environnementale. »

□ **M. Désir (Le Mouvement) :** « Un sérieux avertissement ». - M. Harlem Désir, président du Mouvement : « On ne peut pas faire l'Europe avec la moitié des Français. C'est non seulement un très sérieux avertissement contre une certaine façon de faire l'Europe complètement technocratique, uniquement autour du marché, mais aussi contre une certaine façon de faire de la politique. »

□ **M. Kaspar (CFDT) :** « Retrousser les manches ». - M. Jean Kaspar, secrétaire général de la CFDT : « Le problème qui nous est posé aujourd'hui, c'est de savoir si nous sommes prêts à répondre aux inquiétudes, aux interrogations qui se sont manifestées à travers cette élection. Inquiétude démocratique et inquiétude également par rapport à l'avenir et au problème de l'emploi (...). Maintenant, il faut retrousser les manches. »

□ **M. Périgot (CNPF) :** « Avertissement au gouvernement ». - M. François Périgot, président du CNPF : « C'est un avertissement au gouvernement, qui a très largement sous-estimé l'inquiétude des Français dans la crise économique et sociale que nous traversons. Cette insatisfaction (...) s'est largement exprimée dans le vote d'aujourd'hui et il est important que le gouvernement fasse tout pour que nous sortions de cette situation et notamment aider les entreprises les plus faibles à passer ce cap difficile. »

□ **M. Pasqua (RPR) :** « Une grande espérance est née ». - M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, animateur avec M. Philippe Séguin du Rassemblement pour le « non » : « Un Français sur deux nous a écoutés, a voté « non » (...), a refusé le type d'organisation de l'Europe qu'on lui propose, c'est-à-dire une Europe qui ne tiennne aucun compte des peuples. Une grande espérance est née ce soir. L'important maintenant, c'est que l'opposition se rassemble dans la clarté pour incarner l'alternance. Si certains sont décidés à continuer à aider le président de la République et les socialistes, qu'ils le disent et qu'ils les rejoignent. Il ne suffit pas de dire : « Nous allons nous rassembler avec l'UDF » pour être certains d'incarner l'alternance. Si on veut diriger un pays, il faut mettre un terme à la coupure qui existe en son sein. »

□ **M. Séguin (RPR) :** « Poursuivre le combat ». - M. Philippe Séguin, député (RPR) des Vosges, maire d'Épinal, animateur du Rassemblement pour le « non » avec M. Charles Pasqua : « Le peuple français a eu conscience que rien désormais ne pourrait plus être comme avant, ni pour la construction européenne ni pour le débat démocratique en France. Malgré les pressions exercées, les appels à la peur, une absence d'équité manifeste, le traité de Maastricht sort en charpie du débat et du scrutin, et d'autres peuples européens sont prêts à prendre la relève pour parachever le rejet d'un

...et ceux du « non »

mode de construction européenne que les gouvernants seraient mal inspirés de s'obstiner à promouvoir. Les Français ont fait la démonstration de leur volonté de reprendre en main leur destin et d'imposer le grand retour du politique contre toutes les dérives conservatrices et technocratiques. Je suis déterminé à poursuivre jusqu'au bout le combat engagé. »

□ **M. de Villiers (UDF) :** « Un oui penaud, étriqué ». - M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée : « Malgré la formidable pression médiatico-politique, le « oui » apparaît penaud, étriqué, essoufflé (...), équivoque. » « Aux partisans du « non », je dis : ne désespérez pas, gardez votre conviction intime et gardez l'espérance. Maastricht, c'est le mauvais chemin pour la France, pour l'Europe, mais l'histoire nous donnera raison. »

□ **M. Marchais (PCF) :** « Il ne faut pas pavoiser ». - M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste : « Les dirigeants du pays, de la droite et du patronat poussent sans doute un « ouf » de soulagement, mais ils auraient tort de pavoiser. (...) Ce sont les forces vives de notre pays, les forces de progrès qui ont donné au « non » son score important. »

□ **M. Chevènement (PS) :** « Un « non » de gauche puissant ». - M. Jean-Pierre Chevènement, député (PS) du Territoire-de-Belfort : « Le « non » de gauche est très puissant. (...) Il est chargé d'espoir et tourné vers l'avenir (...). Il y a beau-

coup de choses à faire avec cet immense mouvement des citoyens qui s'est dessiné, malgré la mobilisation et le chantage de tout l'establishment. »

□ **M^{me} Garaud (div. droite) :** « Piège mortel ». - M^{me} Marie-France Garaud, ancienne conseillère de Georges Pompidou : « Les citoyens, malgré le harcèlement dont ils ont été l'objet, ont voulu exprimer leur profond attachement à la nation. (...) Nous avons, quant à nous, tenté de montrer de toutes nos forces que le traité de Maastricht était un piège mortel, et nous sommes persuadés que, lorsque tomberont les faux-semblants et les peurs, la réalité apparaîtra. »

□ **M. Le Pen (FN) :** « Médiocre oui ». - M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national : « La France française a perdu une bataille (...), mais elle n'a pas perdu la guerre (...). La page n'est pas tournée et j'appelle tous les patriotes qui se sont battus pour empêcher la France de basculer dans le précipice de Maastricht à s'unir pour que demain soit imposée dans les différentes élections que nous allons connaître une victoire inéluctable. (...) La France ne peut pas mourir, et ce sont ceux qui ont eu confiance dans sa pérennité et dans son éternité qui veilleront à ouvrir les yeux des Français sur la réalité (...) et les manœuvres qui leur ont été imposées pour essayer de leur arracher ce médiocre « oui ». »

Aujourd'hui, UPS fait descendre sur terre la technologie du service aérien. Chez UPS, une gamme de nouveaux services colis et fret relie votre entreprise à celles de 13 pays d'Europe.



UPS lance le premier réseau routier européen aussi sophistiqué qu'un service aérien.

Une facturation adaptée à vos conditions de vente, une maîtrise de la technologie dont UPS a toujours fait preuve dans le transport aérien. Vos envois sont pris en charge par nos experts et suivis électroniquement tout au long de leurs parcours (spécialement lors des passages en douane). De l'enlèvement à la livraison, nous en sommes entièrement responsables.

Par air, à travers le monde, ou par route, à travers l'Europe, le résultat est absolument sûr. Avoir la certitude que vos envois arriveront, parce que nous nous y sommes engagés. C'est cela, la fiabilité UPS.



United Parcel Service

Aussi sûr que si vous vous en chargiez vous-même.

LE RÉFÉRENDUM SUR L'UNION EUROPÉENNE

Les réactions au sein du RPR

M. Chirac : Ne pas « s'abandonner à des querelles secondaires »

M. Jacques Chirac, président du RPR, a déclaré dimanche soir :

« Il nous faut maintenant préparer l'avenir. L'Europe que nous allons continuer à construire devra être plus démocratique, plus proche des réalités quotidiennes, plus judicieuse quant à l'organisation de sa défense, plus solidaire avec les nouvelles démocraties de l'Est. Nous devons ensuite, c'est essentiel, préparer l'alternance si nécessaire après tant d'années de socialisme. Rien ne sera possible si la France ne s'engage pas dans une ambitieuse politique de réformes.

» Notre pays est dans une situation très préoccupante. Le chômage, l'insécurité, la stagnation économique, le malaise des banlieues, la crise du monde rural inquiètent à juste titre les Français.

Nous devons les convaincre qu'une autre politique est possible, et seule l'opposition peut la concevoir et la conduire. Pour cela, elle doit d'abord restaurer son unité. Nous n'avons pas le droit de nous abandonner à des querelles secondaires alors que l'enjeu est important. Je lance un appel pour que chacun retrouve sa place sereinement dans l'opposition. Celle-ci doit proposer aux Français un nouveau projet qui s'occupe de rassembler tous ceux qui ont été si profondément déçus par le socialisme.

» Il faut maintenant préparer et gagner les prochaines élections pour engager la France dans la voie du redressement. C'est plus que jamais, en tout cas, la tâche que je m'assigne.

Un triple défi

par Olivier Biffaud

MINORITAIRE au sein du RPR sur la façon d'appréhender le traité de Maastricht, M. Jacques Chirac fait partie du camp européen timidement majoritaire dans le pays. Opposé à MM. Philippe Séguin et Charles Pasqua, le maire de Paris est, au même titre que M. Valéry Giscard d'Estaing, celui qui a sauvé M. François Mitterrand du désaveu populaire. Toujours perçu par les Français comme le meilleur présidentiable à droite, l'ancien premier ministre subit, selon une enquête de la SOFRES, une forte décade, au profit de son ancien ministre de l'intérieur, ce qui peut rendre espoir à M. Giscard d'Estaing. Ce dernier pourrait trouver dans cette nouvelle donne un intérêt à accepter, enfin, le déroulement des « primaires à la française », un système qui, faut-il le rappeler, a été inventé par M. Pasqua. Ainsi M. Chirac est-il aujourd'hui confronté à un triple défi : face au RPR, face à l'opposition et face aux Français.

Même si le Rassemblement pour le « non » à Maastricht, structure créée par MM. Séguin et Pasqua pour la campagne référendaire, est mort juridiquement dimanche 20 septembre à minuit, les deux concepteurs du produit ne s'en sont pas moins imposés une obligation de résultat : ils doivent, d'une manière ou d'une autre, gérer le potentiel politique qu'ils ont capitalisé. L'un et l'autre l'ont reconnu en parlant d'un « immense espoir » ou d'une « grande espérance » que « nul ne pourra décevoir ». En revanche, M. Chirac se verra peut-être reprocher — un peu facilement — d'avoir, par son engagement pour le « oui », privé l'opposition d'une victoire sur M. Mitterrand.

Décidés à ne pas disputer la présidence du RPR à M. Chirac — « Il sera réélu puisqu'il sera tout seul », sans candidat contre lui, a déclaré M. Pasqua à propos d'une relégitimation formelle que demandera le président du RPR, mercredi 23 septembre, devant le conseil national du mouvement — MM. Séguin et Pasqua vont tenter, cependant, d'obtenir un réajustement de la ligne du parti néogauliste. Il n'est pas certain que les deux hommes aient la même vision de ce « réalignement ». Si le président du groupe RPR du Sénat souhaite voir pris en considération un électoral populaire qu'il a, pense-t-il, reconquis sur le Front national, le député des Vosges, pour sa part, est plus sensible au « grand retour de la politique contre toutes les dérives conservatrices et technocratiques ». Cela revient à se demander si, pendant trois mois, le maire d'Epinal n'a pas tiré, involontairement, les marrons du feu pour le président du conseil

général des Hauts-de-Seine. La réponse viendra rapidement, car, d'ores et déjà, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a lancé une invitation à M. Pasqua pour « actualiser » le projet du mouvement.

Le deuxième défi qui se présente à M. Chirac concerne plus largement l'union de l'opposition. Ne voulant pas s'apesantir, dimanche soir, sur la courte victoire du « oui », M. Chirac a lancé « un appel pour que chacun retrouve sa place sereinement dans l'opposition ». « Nous devons convaincre les Français qu'une autre politique est possible, a dit le président du RPR. (...) Nous n'avons pas le droit de nous abandonner à des querelles secondaires alors que l'enjeu est si important. » Pour avoir étalé ses divisions d'appareil et fait éclater le décalage qui sépare l'électorat de droite des états-majors du RPR et de l'UDF, l'opposition ne sort pas triomphante de cette bataille.

Une position fragilisée

Pis, M. Chirac voit sa position se fragiliser, car M. Giscard d'Estaing le talonne dans les intentions de vote pour l'élection présidentielle, en raison de l'irruption de M. Pasqua dans le tableau des présidentiables. Circonstance aggravante, l'ancien premier ministre apparaît sur une courbe descendante, alors que l'ancien ministre de l'intérieur se situe sur une courbe ascendante. Pour conjurer ce phénomène, le président du RPR s'est présenté, dimanche soir, dans une intervention qui ne souffrait pas de questions en retour, comme le « patron » de l'opposition. « Il faut maintenant préparer et gagner les prochaines élections pour engager la France dans la voie du redressement », a-t-il affirmé, en ajoutant : « C'est plus que jamais la tâche que je m'assigne. »

Confronté à un parti chahuté et à un partenaire de l'opposition qui s'interroge sur les nécessités de l'union avec un RPR majoritairement « anti-Maastricht », M. Chirac tente de trouver son salut en s'adressant directement à l'électeur. C'est là son troisième et dernier défi. Pour faire pression sur son propre parti et sur l'UDF, il peut présenter un argumentaire plus qu'honorable. Il peut dire que les électeurs lui ont donné raison contre la majorité des cadres et des militants du RPR et il peut faire remarquer à l'UDF que sa ville — Paris — a apporté un soutien massif, sinon décisif, à la victoire du « oui ». Le bulldozer s'est remis en marche.

Le tandem Pasqua-Séguin soulagé

Charles Pasqua est heureux. S'il ne sourit pas devant les caméras et fait la mine des triomphes modestes, l'homme se promène dans les couloirs de la permanence du Rassemblement pour le non, rue François-1^{er} — chantonnant « les Bretons, c'est comme les cochons, plus ça devient vieux... », mouillant sa chemise à force de répéter, de micro en micro, les conseils, voire les menaces, à ses amis du RPR et de l'opposition : « Il ne faut plus faire de politique en fonction d'ambitions personnelles, il faut retrouver la France des exclus, des défavorisés. Les Français ont tranché : ils ont montré leur volonté de voir la politique conduite autrement ».

Charles Pasqua et Philippe Séguin ont gagné. Leurs amis en sont persuadés, étonnés d'avoir suscité « un tel mouvement alors que tout le monde s'y était mis pour forcer au « oui » : le président de la République, son prédécesseur, tous les leaders des grands partis, les médias, les autorités morales et religieuses », savoure Bazile de Koch, le directeur de l'épiscopat satirique *Jalons*. Député de Paris, Nicole Catala s'isole près d'un radiateur et répond au téléphone à un ami de l'opposition, sèchement : « Vous avez peut-être juridiquement raison, mais vous avez politiquement tort. » De son côté, Yves Guéna est optimiste : « Ce que le peuple a fait, le peuple peut le défaire car la souveraineté nationale est inaliénable ».

Un jeu de yo-yo

Les deux chefs de file du « non » se sont enfermés pendant plus d'une heure avant les déclarations officielles. « Ils écrivirent », chuchote l'entourage. « Ils sont à deux doigts de déclarer la guerre à Chirac », assure un militant qui voudrait croire à l'euphorie d'un nouveau parti. D'estocade, il n'y en aura pourtant pas : Charles Pasqua se bornant à souhaiter que « Jacques Chirac soit porteur d'une grande ambition » et à dire à ses amis qu'ils « seraient bien inspirés de prendre en considération cette nouvelle aspiration, de montrer que l'opposition a changé ». Et, répète-t-il encore, il y a trop de décalage entre « la France qui

profite et celle qui périclité ». Autour des écrans de télévision, l'ambiance est électrique. Le « oui » et le « non » jouent au yo-yo et plusieurs fois, les militants y croient : « On a gagné ! »

Dans les couloirs, on parle déjà des investitures pour les législatives, la rue François-1^{er}, c'est presque un RPR bis. Deux dames esquivent les caméras, venues de loin, y compris d'Helsinki : « On fait trop BCBG. » A la télévision, Jacques Delors est annoncé. « Voilà un chômeur de plus », marmonne Charles Pasqua qui, un peu plus tard, tire la langue à Simone Veil par écran interposé.

« I don't speak english »

Quelques proches assurent cependant que Charles Pasqua et Philippe Séguin sont plutôt soulagés. « Soulagés d'avoir fait un aussi bon score tout en n'ayant pas gagné. Vous imaginez l'état du RPR si le « non » avait cartonné ? L'important était de « renouer avec le gaullisme populaire ». C'est la seule manière de gagner les législatives, ajoutent-ils. Après, on verra bien ce que deviendra Chirac... » Philippe Séguin, lui, a déjà disparu derrière les portes capitonnées. Il vient de manifester sa détermination à « poursuivre jusqu'au bout le combat qui a été engagé ». Et il est retourné s'enfermer sans même vouloir répondre à une journaliste britannique. « Parlez français ici. I don't speak english. » Pour l'anglais, ce soir, c'est aussi « non ».

Si le tandem Pasqua-Séguin savoure sa réussite parmi les ovations et les bulles de champagne, Alain Juppé, de l'autre côté de la Seine, a l'air quelque peu esseulé. Le siège du RPR, rue de Lille, est pratiquement désert. « On n'a pas fait venir les militants », s'excuse un hiérarque. Alain Juppé s'éponge le front. Charles Pasqua est à l'écran. Devant les caméras le secrétaire général du RPR retrouve le sourire et propose une « clarification ». Sous le choc, un membre de son entourage est moins enthousiaste et finit par confier : « On n'y croit plus ».

D. L. G. et C. L.

La politique à deux vitesses

Suite de la première page

L'annonce de la maladie de M. Mitterrand a-t-elle contribué au succès du « oui » ? C'est possible, dans la mesure où elle a pu inciter quelques-uns des adversaires de Maastricht à ménager le chef de l'Etat et à dissocier ainsi leur opposition au traité de leur rejet du pouvoir socialiste. Mais ce « découplage » avait commencé avant même l'hospitalisation de M. Mitterrand : si celle-ci l'a renforcé, elle ne l'a pas provoqué. Le président de la République, puissamment aidé par les deux principaux chefs de l'opposition, a su convaincre de nombreux Français qui lui sont aujourd'hui hostiles qu'en votant pour le traité de Maastricht ils ne votaient pas pour lui, mais pour une cause qui le dépasse. Il faut croire qu'il ne les pas tous convaincus, tant s'en faut, l'étroitesse du score s'expliquant sans doute en partie par le refus d'une fraction de l'électorat de lui accorder le bénéfice d'une victoire.

Si serré soit-il, le résultat du référendum est d'abord un succès pour la construction de l'Europe, qui acquiert pour la première fois une légitimité populaire. En même temps, elle est devenue en France un thème de controverse, et ne cessera pas de l'être. C'est dire que les gouvernements veilleront avec plus de vigilance que par le passé à ne pas laisser se développer la « dérive technocratique » unanimement condamnée au cours de la campagne, que le Parlement, comme la Constitution révisée lui en donne désormais les moyens, sera plus attentif aux travaux des organes bruxellois et que la Commission, comme l'a promis M. Delors, tentera de corriger, autant qu'elle le pourra, les défauts qui lui sont reprochés. Bref, il faudra tenir compte des avertissements reçus des Français. L'équilibre sera difficile à trouver entre les exigences des uns et des autres, mais il y a de la vitalité de la Communauté.

« Une façon de faire l'Europe »

Au-delà du débat sur l'Europe, le scrutin fait naître d'autres interrogations, qui portent sur la pratique même de la politique en France. A gauche comme à droite, on s'est dit sensible, dimanche soir, au décalage constaté entre le choix des dirigeants politiques, pour la plupart favorables au « oui », et celui de l'électorat, qui s'est divisé à parts presque égales. Conscient de cette rupture entre le peuple et ses représentants, M. Pierre Bérégovoy a assuré que les « inquiétudes » exprimées notamment par les agriculteurs et les ouvriers avaient été entendues par le gouvernement. M. Jacques Delors a souligné qu'on ne répondrait aux « angoisses » des Français qu'en « approfondissant »

la démocratie « tant au niveau national qu'au niveau européen », M. Jean-Louis Bianco appelle, dans nos colonnes, à un « renouvellement » de la vie politique. C'est à la fois « une façon de faire l'Europe » et « une façon de faire de la politique », comme l'a dit M. Harlem Désir, qui a été montrée du doigt par les électeurs. L'ensemble de la classe politique en a pris « pour son grade », selon l'expression de M. Jacques Toubon : il lui appartient d'en tirer la leçon en se mettant à l'écoute de la population et en répondant au « grand retour de la politique » imposé, selon M. Philippe Séguin, par les Français.

Le coup de semonce s'adresse d'abord aux socialistes, qui sont, malgré la victoire du « oui », les premières cibles des critiques. Tout indique en effet que M. Mitterrand a été « lâché » par ceux qui formaient naguère « le peuple de gauche » et que M. Bérégovoy définit aujourd'hui comme « les Français les plus exposés aux duretés de l'existence ». Lucide, M. Jean Poperen constate que « des forces populaires importantes ont manqué à ce combat ». La France qui a rejeté le traité de Maastricht est avant tout celle qui souffre parce qu'elle est la principale victime du chômage, de l'exclusion, de la pauvreté, qu'elle se sent abandonnée, qu'elle se méfie de l'avenir. M. Lionel Stoleru n'avait pas tout à fait tort de dire, dimanche soir, que « c'est la France socialiste qui a voté « non ». La formule est sans doute excessive, car cette France de la peur et du repli n'est déjà plus socialiste depuis longtemps. Mais il est vrai qu'elle l'était en 1981 et que, sans elle, le PS n'a aucune chance de se maintenir au pouvoir.

Sans elle, la droite est également mutilée, comme le montre la division du RPR, qui met M. Chirac en minorité dans son propre parti. L'ancien premier ministre a aussitôt lancé un appel à l'unité de l'opposition afin que se rassemblent « tous ceux qui ont été si profondément déçus par le socialisme ». Il n'entend pas laisser M. Charles Pasqua prendre la tête d'un rassemblement qui naîtrait du « non » à Maastricht. De même, M. Giscard d'Estaing a appelé ses amis à « travailler à la préparation de l'alternance ». A défaut d'une recomposition politique qui, apparemment, n'est pas à l'ordre du jour, les chefs de file des deux coalitions appelées à s'affronter aux prochaines élections législatives vont donc s'employer à rallier un électoral populaire qui s'est rangé dimanche sous l'étendard du « non ». Si la cassure révélée par le référendum, expression d'une « France à deux vitesses » porteuse de tous les dangers, devait se confirmer dans les prochains scrutins, une telle évolution serait une grave menace pour la cohésion nationale.

THOMAS FERENCZI

A la télévision

Noël pour les battus

Dès 20 heures, la SOFRES et BVA en tombaient d'accord, tout était joué. TFI pouvait bien entretenir le doute en égrenant de loin en loin les « totalisations partielles » du ministère de l'intérieur qui ne basculèrent définitivement dans le « oui » que deux heures plus tard, le ton assuré de tous les débatteurs tuait ce faux suspense.

Que restait-il, alors, pour meubler de longues heures de direct ? Le retour aux affrontements balisés et aux invectives familières, chassés par le grand déballeage inédit de la campagne.

« S'adresser aux gens »

Laurent Fabius déclencha les hostilités en assurant que le référendum constituait un succès pour le président de la République. Fureur immédiate de Simone Veil sur France 2, et de toute l'opposition. Ses lieutenants et le coupable lui-même n'eurent ensuite pas trop de la soirée pour rectifier le ton : ce n'était pas le résultat, bien évidemment, mais le déroulement du référendum lui-même qui constituait un succès présidentiel. La nuance n'avait échappé à personne.

Paul Amar sur France 2, Robert Namias et Gérard Carreyrou sur TFI, tentèrent ensuite, pour entretenir l'intérêt, de traquer les recompositions politiques. Après tout, Bruno Gollnisch (FN) avait bien fait état de « convergences » avec Guy Hermier (PC) pour que « le peuple français ne se désai-

sisse pas » de la question européenne ! Mais, pour le reste, nul n'avait apparemment envie de recomposer quoi que ce soit, et surtout pas Charles Pasqua et Philippe Séguin, même si, à l'instar des grands chefs de parti, ils se gardèrent bien de se risquer sur les plateaux de télévision où l'on peut toujours prendre des mauvais coups, et intervinrent de leur quartier général. Fallait-il voir, dans cette mise en scène, la revendication de traiter désormais à égalité avec Jacques Chirac ? Ils se gardèrent bien de le formuler.

Les « oui », d'ailleurs, ne triomphaient pas davantage, qui avaient senti passer le « vent du boulet » (Bernard Kouchner). Le « peuple du non », devant son poste, engrangea les démonstrations de sollicitude et les serments solennels : « Il faut changer de langage, trouver une manière différente de s'adresser aux gens » (François Bayrou) ; « Ça doit être notre préoccupation première » (Jean Poperen) ; « Il faut tenir compte des Français qui ont voté non » (Laurent Fabius et Jacques Chirac, presque dans les mêmes termes) ; « Tout va être entrepris pour construire une Europe plus démocratique et plus sociale. Le gouvernement sera, plus encore qu'hier, à l'écoute du pays » (Pierre Bérégovoy). Et chacun de jurer qu'on en finirait avec la technocratie, l'éloignement, etc. C'était Noël pour les battus.

Pour le reste, ce fut — sur France 2 surtout — une joyeuse et confuse profusion de reportages, d'interpellations et d'interrup-

tions. A l'égard de Jean-Marie Le Pen ou de Philippe de Villiers, Paul Amar s'autorisa quelques piques qu'il aurait pu s'épargner. Le président de la commission des affaires étrangères du Bundestag, en direct de Bonn, assura que « la monnaie française est bien en ordre ».

Les Français ordinaires, précisément, étaient à l'honneur sur France 2. D'authentiques Français ordinaires, véritablement inconnus, issus d'une « société civile » qui, pour une fois, ne se réduisait pas à Harlem Désir et Bernard-Henri Lévy, même si eux aussi étaient présents. Un duel entre Francis Lalanne et Bernard-Henri Lévy tourna au désavantage du second, dominé aux décibels, une fois n'est pas coutume.

Gisèle Halimi offrit à la campagne une petite prolongation en assurant que Maastricht allait réduire la durée du congé de maternité, immédiatement contredite par Bernard Kouchner et Elisabeth Guigou.

Germaine et Tarzan

Côté « société civile », donc, on entrevit une commerçante contente qu'on ait sauvé les fromages au lait cru. Deux chômeurs — un « oui » plutôt cadre, et un « non » plutôt prolo — s'affrontèrent. L'agriculteur qui avait interpellé François Mitterrand à la Sorbonne fut traité de « pleurnichard » par un de ses collègues, partisan du « oui ». On entrevit le chauffeur routier Tarzan — pas

une émission sans Tarzan, désormais — et Germaine, la marchande de poisson de Pézenas, propulsée au firmament quelques jours plus tôt par « Envoyé spécial ». Elle avait voté « non », mais apprécié toutes les interventions, et elle souhaita « bon rétablissement » au président.

On fut transporté dans une ferme normande, dans un débit de boissons d'un village frontalier avec la Belgique, sur le pont de l'Europe, à Strasbourg, où un étudiant laissa éclater sa joie. Mais il étudiait le droit communautaire, c'était donc bien le moins. Les deux chaînes nous firent aussi visiter des salles des changes qui, après un mouvement d'euphorie, étaient « tétanisées », expliquation, par l'étroitesse du score.

Donner la parole à des Français ordinaires, c'est très bien, mais cela requiert patience et bienveillance. Au lieu de quoi, bousculés, interrompus, ils peinèrent à s'imposer face aux professionnels. En outre, cette ouverture ne venait-elle pas un peu tard ? Par les visages de la poissonnière, des paysans ou des chômeurs, la télé, en fait, semblait signifier leur congé aux quelque trente-huit millions d'intrus, vedettes de quelques semaines pour avoir donné des sueurs froides aux sondagistes, aux journalistes et aux hommes politiques. Jusqu'à la prochaine, on les pria gentiment de retourner vaquer dans l'ombre.

DANIEL SCHNEIDERMAN

ADMISSIONS 3^e CYCLE POUR DIPLÔMÉS
BAC + 4

MARKET'SUP

SUP de PUB

GESTION MARKETING A ORIENTATION EUROPÉENNE PUBLICITÉ ET COMMUNICATION D'ENTREPRISE

SESSIONS : 25 SEPT. & 3 OCT. 1992
42.02.26.86

SUP de PUB CAMPUS : Programmes de Communication et Marketing 2^e et 3^e cycles. Établissement d'Enseignement Technique Privé : 3, rue Hassard, 75019 Paris

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM SUR L'UNION EUROPÉENNE

ILE-DE-FRANCE

Seule la banlieue rouge refuse Maastricht

L'union de l'Europe a été sauvée par l'Ile-de-France, et tout particulièrement par Paris : plus des deux tiers des voix qui ont permis à «oui» de la ratification du traité de Maastricht de l'emporter ont été fournis par la région capitale, et près de 38 % par la ville qui, de tout temps, a imposé sa volonté à l'ensemble du pays. Mais elle doit cette volonté européenne à son embourgeoisement, à l'urbanisation de ses dernières franges rurales et à l'aménagement de sa population ouvrière : Neuilly a voté «oui», mais Saint-Denis a préféré le «non» ; l'Ile-Saint-Louis a approuvé la construction européenne, le Vexin l'a refusé.

La périphérie parisienne, là où l'agriculture n'a pas encore été remplacée par les lotissements, a voté comme la France des champs, alors même que la Brie n'a pas grand-chose à voir avec les Causses. C'est à cause de cela que la Seine-et-Marne a, globalement, repoussé Maastricht, le rural y contenant même les vieilles cités, où l'ancestrale tradition de la solidarité avec les campagnes environnantes a surmonté les réflexes des cadres venus habiter loin de leurs bureaux. Comme ailleurs dans la grande couronne, ce n'est que dans les communes les plus proches de la capitale, là où les employés et les cadres moyens ont trouvé un logement adapté à leur revenu, que le sentiment européen l'a emporté. Si le Val-d'Oise, les Yvelines et l'Essonne ont, contrairement à leur voisine, à laquelle, pourtant, elles ressemblent par bien des traits, préféré le «oui», c'est parce que, chez elles, les urbains sont plus nombreux que les ruraux. Mais partout le poids des «oui» s'alourdit en même temps que se raccourcit la distance avec Paris.

Toutes les cités de banlieue ne se sont pourtant pas montrées facilement européennes. Là où la

tradition ouvrière est encore vivace, comme dans la partie industrielle de la vallée de la Seine, dans les Yvelines, là où la vie n'est qu'une survie dans un environnement sans grâce et sans travail, comme à La Courneuve, là où les usines ont fermé leurs portes en ne laissant derrière elles que des friches sans qu'apparaissent les bureaux promis pour les remplacer, comme dans La Plaine-Saint-Denis, le «non» l'a emporté facilement. Les cités neuves n'ont accepté la construction de l'Europe que lorsque la volonté de bâtir un environnement acceptable a été plus forte que la facilité de l'entassement d'appartements bruyants dans des tours et des barres et lorsqu'elles sont occupées non par les plus pauvres chassés par la rénovation de Paris mais par des employés ou des cadres moyens venus chercher espace et tranquillité, comme dans les villes nouvelles de Seine-et-Marne et des Yvelines, ou par des chercheurs qui ont voulu habiter près de leur laboratoire, comme sur le plateau de Saclay.

Face à ces réalités sociologiques, les pesanteurs politiques n'ont été que de peu de poids. Et si, sur les 199 communes les plus importantes d'Ile-de-France, 71 ont voté «non», ce sont pour 43 d'entre elles des cités communistes. Le PC apparaît, en effet, comme le parti le plus en symbiose avec ses électeurs puisque, sur ses 53 villes, il n'y en a eu que 10 à ne pas suivre ses consignes, et en général des communes que la pression immobilière a sérieusement embourgeoisées, comme Fontenay-sous-Bois. Le PS pourrait certes, lui aussi, se féliciter sur ses 42 villes seules neuf aient donné la priorité au «non» ; mais il lui faut convenir que ce sont, en général, de vieilles cités socialistes, comme Bondy ou Mantes-la-Ville.

Que les communes gérées par l'UDF aient été, pour 30 sur 32, fidèles au «oui» n'est pas surprenant, d'autant que les deux qui n'ont pas suivi les consignes de leurs maires, Rosny-sous-Bois et Chanteloup-les-Vignes, ont des sociologies en général peu favorables aux centristes et aux «libéraux». Le RPR peut, lui aussi, faire remarquer que sur ses 51 villes, il n'y en a eu que onze à refuser la ratification du traité de Maastricht. Mais ce résultat constitue, justement, un cuisant échec pour ses élus qui dans leur grande majorité, en banlieue, avaient appelé à voter «non».

La défaite de M. Pasqua et de ses hommes

La défaite est particulièrement lourde pour M. Charles Pasqua. Non seulement la ville qui lui a donné le seul mandat au suffrage direct dont il dispose, Neuilly-sur-Seine, a refusé de le suivre dans son refus de Maastricht, mais «son» département des Hauts-de-Seine l'a sèchement désavoué : toutes les communes, sauf quatre dirigées par les communistes et Villepueux-la-Garenne, gérée par la droite, ont voté «oui» sans rechigner. Dans cette déroute, il a entraîné la plupart de ses vassaux, qu'ils soient de son fief ou de ses marches : MM. Patrick Balkany à Levallois-Perret, Robert-André Vivien à Saint-Mandé, Roland Nungesser à Nogent-sur-Marne, Franck Borotra à Versailles. Pour ce dernier le revers est particulièrement sévère. Les dernières élections lui permettaient d'espérer mettre la main sur les Yvelines : il doit aujourd'hui constater que les vieux fonds centriste de ce département est encore vivace, alors même que M^{me} Christine Boutin, enfant de ce courant, avait, elle aussi, mené une vigoureuse campagne pour le «non».

L'échec de ces deux hommes, dans les Hauts-de-Seine et dans les Yvelines, qui, en s'appuyant sur la force du RPR en Ile-de-France, s'étaient bâtis des fiefs d'où ils contestaient la suzeraineté du maire de Paris, a de quoi réjouir et rassurer M. Jacques Chirac : dans «sa» région au moins, les électeurs de son mouvement ont voté comme lui. Tous les élus franciliens du RPR savent dorénavant que le président de leur parti a plus d'autorité sur leurs mandants qu'eux-mêmes. Cela se savait déjà pour la capitale ; cela semble être vrai aussi pour sa périphérie.

Le succès de M. Chirac est particulièrement net dans sa ville. Tous les arrondissements de Paris ont donné la victoire au «oui», et en général très nettement, puisque seuls les trois secteurs populaires des 18^e, 19^e et 20^e arrondissements sont en dessous de la barre des 60 % des suffrages exprimés, le record étant atteint dans le 6^e avec 70,15 %. Les quelques élus parisiens qui avaient pris le risque d'aller à l'encontre du souhait de leur maire (MM. Michel Caldagués dans le 1^{er} arrondissement, Edouard Frédéric-Dupont dans le 7^e, Gabriel Kaspereit dans le 9^e, Claude-Gérard Marcus dans le 10^e, M^{me} Nicole Catala et M. Christian de La Malène dans le 14^e) ont été désavoués. Quand à M. Georges Sarre, élu du 11^e, il doit se dire qu'il a eu raison de se montrer discrètement solidaire du gouvernement plutôt que de son ami Chevènement, et à l'inverse de son suppléant, M. Jean-Yves Autexier, lieutenant national du maire de Belfort.

En se rangeant dans le camp des «oui», M. Chirac a sauvé son rang de présidentiable. Il a aussi préservé son autorité de maire de Paris et de «patron» de la droite en Ile-de-France.

THIERRY BRÉHIER

PARIS

I., 1 105 076 ; V., 752 956 ; A., 31,86 %
B. et N., 14 836 ; E., 738 120.
OUI..... 461 450 (62,51 %-41,75 %)
NON..... 276 670 (37,48 %-25,03 %)
1988. - I., 1 238 623 ; V., 952 184 ; A., 23,12 % ; E., 942 325. - Chirac, 297 514 (31,57) ; Mitterrand, 277 768 (29,47) ; Barre, 128 128 (13,59) ; Le Pen, 126 123 (13,38) ; Lajoie, 34 477 (3,65) ; Waechter, 34 316 (3,64) ; Juquin, 25 964 (2,75) ; Laguille, 14 820 (1,57) ; Boussel, 3 215 (0,34).
1972. - I., 1 284 554 ; V., 730 256 ; A., 43,15 % ; E., 645 484. - OUI, 475 126 (73,60 %) ; NON, 170 358 (26,39 %).

1^{er} arrondissement
I., 10 000 ; V., 6 784 ; A., 32,16 %
B. et N., 114 ; E., 6 670.
OUI..... 4 099 (61,45 %-40,99 %)
NON..... 2 571 (38,54 %-25,71 %)

2^e arrondissement
I., 9 998 ; V., 6 425 ; A., 35,73 %
B. et N., 111 ; E., 6 314.
OUI..... 4 111 (65,10 %-41,11 %)
NON..... 2 203 (34,89 %-22,03 %)

3^e arrondissement
I., 18 317 ; V., 12 309 ; A., 32,80 %
B. et N., 259 ; E., 12 050.
OUI..... 8 328 (69,11 %-45,46 %)
NON..... 3 722 (30,88 %-20,31 %)

4^e arrondissement
I., 17 973 ; V., 12 589 ; A., 29,95 %
B. et N., 230 ; E., 12 359.
OUI..... 8 295 (67,11 %-46,15 %)
NON..... 4 064 (32,88 %-22,61 %)

Mode d'emploi

Nous publions dans les pages suivantes les résultats du référendum du 20 septembre, autorisant le président de la République à ratifier le traité sur l'Union européenne.

A l'exception de l'Ile-de-France, pour laquelle ils sont regroupés, les résultats sont présentés par ordre alphabétique des départements. Chaque résultat global de département est suivi du rappel du premier tour de l'élection présidentielle du 24 avril 1988 et du référendum du 23 avril 1972 portant élargissement de la Communauté européenne. Pour chaque département, nous publions également, outre les résultats du chef-lieu, ceux des communes de plus de dix mille habitants.

Pour chaque résultat figurant entre parenthèses les pourcentages calculés par rapport aux suffrages exprimés et par rapport aux inscrits.

5^e arrondissement
I., 39 249 ; V., 27 977 ; A., 28,71 %
B. et N., 550 ; E., 27 427.
OUI..... 18 586 (67,76 %-47,35 %)
NON..... 8 841 (32,23 %-22,52 %)

6^e arrondissement
I., 28 102 ; V., 20 365 ; A., 27,53 %
B. et N., 361 ; E., 20 004.
OUI..... 14 034 (70,15 %-49,93 %)
NON..... 5 970 (29,84 %-21,24 %)

7^e arrondissement
I., 34 581 ; V., 24 839 ; A., 28,17 %
B. et N., 366 ; E., 24 473.
OUI..... 15 819 (64,63 %-45,74 %)
NON..... 8 654 (35,36 %-25,02 %)

8^e arrondissement
I., 22 506 ; V., 15 352 ; A., 31,78 %
B. et N., 225 ; E., 15 127.
OUI..... 9 268 (61,26 %-41,18 %)
NON..... 5 859 (38,73 %-26,03 %)

9^e arrondissement
I., 30 554 ; V., 20 478 ; A., 32,97 %
B. et N., 338 ; E., 20 140.
OUI..... 12 612 (62,62 %-41,27 %)
NON..... 7 528 (37,37 %-24,63 %)

10^e arrondissement
I., 41 173 ; V., 27 030 ; A., 34,35 %
B. et N., 522 ; E., 26 508.
OUI..... 16 252 (61,30 %-39,47 %)
NON..... 10 256 (38,69 %-24,90 %)

11^e arrondissement
I., 68 598 ; V., 45 510 ; A., 33,65 %
B. et N., 967 ; E., 44 543.
OUI..... 28 186 (63,27 %-41,08 %)
NON..... 16 357 (36,72 %-23,84 %)

12^e arrondissement
I., 74 091 ; V., 50 736 ; A., 31,52 %
B. et N., 1 050 ; E., 49 686.
OUI..... 30 794 (61,97 %-41,56 %)
NON..... 18 892 (38,02 %-25,49 %)

13^e arrondissement
I., 88 470 ; V., 61 294 ; A., 30,71 %
B. et N., 1 384 ; E., 59 910.
OUI..... 37 516 (62,62 %-42,40 %)
NON..... 22 394 (37,37 %-25,31 %)

14^e arrondissement
I., 71 620 ; V., 49 300 ; A., 31,16 %
B. et N., 1 010 ; E., 48 290.
OUI..... 30 818 (63,81 %-43,02 %)
NON..... 17 472 (36,18 %-24,39 %)

15^e arrondissement
I., 124 264 ; V., 86 900 ; A., 30,06 %
B. et N., 1 571 ; E., 85 329.
OUI..... 54 678 (64,07 %-44,00 %)
NON..... 30 651 (35,92 %-24,66 %)

16^e arrondissement
I., 88 075 ; V., 63 174 ; A., 28,27 %
B. et N., 909 ; E., 62 265.
OUI..... 39 136 (62,85 %-44,43 %)
NON..... 23 129 (37,14 %-26,26 %)

17^e arrondissement
I., 85 324 ; V., 58 589 ; A., 31,33 %
B. et N., 1 037 ; E., 57 552.
OUI..... 35 262 (61,26 %-41,32 %)
NON..... 22 290 (38,73 %-26,12 %)

18^e arrondissement
I., 89 453 ; V., 56 555 ; A., 36,77 %
B. et N., 1 311 ; E., 55 244.
OUI..... 32 289 (58,44 %-36,09 %)
NON..... 22 955 (41,55 %-25,66 %)

19^e arrondissement
I., 74 734 ; V., 49 045 ; A., 34,37 %
B. et N., 1 138 ; E., 47 907.
OUI..... 28 044 (58,53 %-37,52 %)
NON..... 19 863 (41,46 %-26,57 %)

20^e arrondissement
I., 51 066 ; V., 33 469 ; A., 34,45 %
B. et N., 801 ; E., 32 668.
OUI..... 19 414 (59,42 %-38,01 %)
NON..... 13 254 (40,57 %-25,95 %)

ESSONNE

I., 665 653 ; V., 481 419 ; A., 27,67 %
B. et N., 11 900 ; E., 469 519.
OUI..... 256 450 (54,61 %-38,52 %)
NON..... 213 069 (45,38 %-32,00 %)

1988. - I., 636 023 ; V., 520 135 ; A., 18,22 % ; E., 511 638. - Mitterrand, 168 543 (32,94) ; Chirac, 98 927 (19,33) ; Barre, 81 061 (15,84) ; Le Pen, 76 656 (14,98) ; Lajoie, 35 100 (6,86) ; Waechter, 22 179 (4,33) ; Juquin, 17 509 (3,42) ; Laguille, 9 569 (1,87) ; Boussel, 2 094 (0,40).
1972. - I., 395 517 ; V., 243 455 ; A., 38,44 % ; E., 214 698. - OUI, 133 796 (62,31 %) ; NON, 80 902 (37,68 %).

Évry
I., 19 615 ; V., 13 331 ; A., 32,03 %
B. et N., 351 ; E., 12 980.
OUI..... 7 742 (59,64 %-39,46 %)
NON..... 5 238 (40,35 %-26,70 %)

Athis-Mons
I., 15 780 ; V., 10 980 ; A., 30,41 %
B. et N., 272 ; E., 10 708.
OUI..... 5 467 (51,05 %-34,64 %)
NON..... 5 241 (48,94 %-33,21 %)

Brétigny-sur-Orge
I., 11 466 ; V., 8 420 ; A., 26,56 %
B. et N., 226 ; E., 8 194.
OUI..... 4 381 (53,46 %-38,20 %)
NON..... 3 813 (46,53 %-33,25 %)

Brunoy
I., 15 854 ; V., 11 055 ; A., 30,26 %
B. et N., 238 ; E., 10 817.
OUI..... 6 183 (57,16 %-38,99 %)
NON..... 4 634 (42,83 %-29,22 %)

Chilly-Mazarin
I., 10 405 ; V., 7 288 ; A., 29,95 %
B. et N., 152 ; E., 7 136.
OUI..... 4 154 (58,21 %-39,92 %)
NON..... 2 982 (41,78 %-28,65 %)

Corbeil-Essonnes
I., 18 696 ; V., 12 493 ; A., 33,17 %
B. et N., 364 ; E., 12 129.
OUI..... 6 783 (55,92 %-36,28 %)
NON..... 5 346 (44,07 %-28,59 %)

Courcouronnes
I., 5 860 ; V., 4 483 ; A., 23,49 %
B. et N., 106 ; E., 4 377.
OUI..... 2 664 (60,86 %-45,46 %)
NON..... 1 713 (39,13 %-29,23 %)

Draveil
I., 17 148 ; V., 11 820 ; A., 31,07 %
B. et N., 296 ; E., 11 524.
OUI..... 6 279 (54,48 %-36,61 %)
NON..... 5 245 (45,51 %-30,58 %)

Épinay-sous-Sénart
I., 6 490 ; V., 4 263 ; A., 34,31 %
B. et N., 102 ; E., 4 161.
OUI..... 2 248 (54,02 %-34,63 %)
NON..... 1 913 (45,97 %-29,47 %)

Étampes
I., 11 682 ; V., 8 130 ; A., 30,40 %
B. et N., 233 ; E., 7 897.
OUI..... 4 683 (59,30 %-40,08 %)
NON..... 3 214 (40,69 %-27,51 %)

Gif-sur-Yvette
I., 13 774 ; V., 10 475 ; A., 23,95 %
B. et N., 184 ; E., 10 291.
OUI..... 7 418 (72,08 %-53,85 %)
NON..... 2 873 (27,91 %-20,85 %)

Grigny
I., 10 945 ; V., 6 295 ; A., 42,48 %
B. et N., 160 ; E., 6 135.
OUI..... 3 340 (54,44 %-30,51 %)
NON..... 2 795 (45,55 %-25,53 %)

Juvisy-sur-Orge
I., 8 019 ; V., 5 544 ; A., 30,86 %
B. et N., 136 ; E., 5 408.
OUI..... 2 980 (55,10 %-37,16 %)
NON..... 2 428 (44,89 %-30,27 %)

Longjumeau
I., 11 740 ; V., 7 826 ; A., 33,33 %
B. et N., 196 ; E., 7 630.
OUI..... 4 287 (56,18 %-36,51 %)
NON..... 3 343 (43,81 %-28,47 %)

Massy
I., 22 136 ; V., 15 136 ; A., 31,62 %
B. et N., 399 ; E., 14 737.
OUI..... 8 821 (59,85 %-39,84 %)
NON..... 5 916 (40,14 %-26,72 %)

Mennecy
I., 7 829 ; V., 5 633 ; A., 28,04 %
B. et N., 99 ; E., 5 534.
OUI..... 3 245 (58,63 %-41,44 %)
NON..... 2 289 (41,36 %-29,23 %)

Montgeron
I., 14 599 ; V., 10 057 ; A., 31,11 %
B. et N., 266 ; E., 9 791.
OUI..... 5 298 (54,11 %-36,29 %)
NON..... 4 493 (45,88 %-30,77 %)

Morangis
I., 6 324 ; V., 4 650 ; A., 26,47 %
B. et N., 124 ; E., 4 526.
OUI..... 2 402 (53,07 %-37,98 %)
NON..... 2 124 (46,92 %-33,58 %)

Morsang-sur-Orge
I., 11 940 ; V., 8 575 ; A., 28,18 %
B. et N., 232 ; E., 8 343.
OUI..... 4 324 (51,82 %-36,21 %)
NON..... 4 019 (48,17 %-33,65 %)

Orsay
I., 10 182 ; V., 7 571 ; A., 25,64 %
B. et N., 164 ; E., 7 407.
OUI..... 4 987 (67,32 %-48,97 %)
NON..... 2 420 (32,67 %-23,76 %)

Palaiseau
I., 19 309 ; V., 13 712 ; A., 28,98 %
B. et N., 320 ; E., 13 392.
OUI..... 8 020 (59,88 %-41,53 %)
NON..... 5 372 (40,11 %-27,82 %)

Ris-Orangis
I., 14 628 ; V., 10 348 ; A., 29,25 %
B. et N., 269 ; E., 10 079.
OUI..... 5 344 (53,02 %-36,53 %)
NON..... 4 735 (46,97 %-32,36 %)

Saint-Michel-sur-Orge
I., 12 479 ; V., 8 799 ; A., 29,48 %
B. et N., 221 ; E., 8 578.
OUI..... 5 012 (58,42 %-40,16 %)
NON..... 3 566 (41,57 %-28,57 %)

Sainte-Geneviève-des-Bois
I., 18 461 ; V., 12 983 ; A., 29,67 %
B. et N., 336 ; E., 12 647.
OUI..... 6 729 (53,20 %-36,44 %)
NON..... 5 918 (46,79 %-32,05 %)

Savigny-sur-Orge
I., 21 026 ; V., 15 171 ; A., 27,84 %
B. et N., 361 ; E., 14 810.
OUI..... 8 022 (54,16 %-38,15 %)
NON..... 6 788 (45,83 %-32,28 %)

Les Ulis
I., 10 426 ; V., 7 761 ; A., 25,56 %
B. et N., 221 ; E., 7 540.
OUI..... 4 526 (60,02 %-43,41 %)
NON..... 3 014 (39,97 %-28,90 %)

Verrières-le-Buisson
I., 10 596 ; V., 7 865 ; A., 25,77 %
B. et N., 183 ; E., 7 682.
OUI..... 5 143 (66,94 %-48,53 %)
NON..... 2 539 (33,05 %-23,96 %)

Vigneux-sur-Seine
I., 15 060 ; V., 9 680 ; A., 35,72 %
B. et N., 275 ; E., 9 405.
OUI..... 5 191 (55,19 %-34,46 %)
NON..... 4 214 (44,80 %-27,98 %)

Viry-Châtillon
I., 15 858 ; V., 11 644 ; A., 26,57 %
B. et N., 320 ; E., 11 324.
OUI..... 5 886 (51,97 %-37,11 %)
NON..... 5 438 (48,02 %-34,29 %)

Yerres
I., 17 744 ; V., 13 023 ; A., 26,60 %
B. et N., 320 ; E., 12 703.
OUI..... 7 259 (57,14 %-40,90 %)
NON..... 5 444 (42,85 %-30,68 %)

Les électeurs ont donné au «oui» une majorité nettement supérieure à la moyenne nationale. Il faut y voir les effets d'une bonne campagne menée par les dirigeants socialistes locaux qui font triompher le «oui» dans leurs fiefs : à Évry, dont le maire est M. Jacques Guyard, et à Massy, dont le maire est M. Claude Germon, le «oui» atteint près de 60 % des suffrages exprimés. En revanche, les dirigeants du RPR, qui s'étaient dans leur grande majorité prononcés pour le «non», n'ont pas été suivis, même dans leurs communes. Mennecy, dont le maire est M. Xavier Dugoin, député RPR et président du conseil général, qui avait pris la tête de la croisade contre la ratification, a voté «oui» à 58,63 %.

Les élus communistes ont été mieux entendus de leurs électeurs : le «non» l'emporte dans les principales municipalités communistes du département, à l'exception de Palaiseau et de Ris-Orangis ; c'est aussi le «oui» qui gagne à Saint-Michel-sur-Orge et à Sainte-Geneviève-des-Bois, dont les maires sont d'anciens communistes en rupture avec leur parti.

Le succès de M. Chirac est particulièrement net dans sa ville. Tous les arrondissements de Paris ont donné la victoire au «oui», et en général très nettement, puisque seuls les trois secteurs populaires des 18^e, 19^e et 20^e arrondissements sont en dessous de la barre des 60 % des suffrages exprimés, le record étant atteint dans le 6^e avec 70,15 %. Les quelques élus parisiens qui avaient pris le risque d'aller à l'encontre du souhait de leur maire (MM. Michel Caldagués dans le 1^{er} arrondissement, Edouard Frédéric-Dupont dans le 7^e, Gabriel Kaspereit dans le 9^e, Claude-Gérard Marcus dans le 10^e, M^{me} Nicole Catala et M. Christian de La Malène dans le 14^e) ont été désavoués. Quand à M. Georges Sarre, élu du 11^e, il doit se dire qu'il a eu raison de se montrer discrètement solidaire du gouvernement plutôt que de son ami Chevènement, et à l'inverse de son suppléant, M. Jean-Yves Autexier, lieutenant national du maire de Belfort.

HAUTS-DE-SEINE

I., 786 532 ; V., 551 617 ; A., 29,86 %
B. et N., 11 766 ; E., 539 851.
OUI..... 305 956 (56,67 %-38,89 %)
NON..... 233 895 (43,32 %-29,73 %)
1988. - I., 816 777 ; V., 660 647 ; A., 19,11 % ; E., 652 129. - Mitterrand, 189 811 (29,10) ; Chirac, 161 206 (24,71) ; Barre, 107 684 (16,51) ; Le Pen, 96 321 (14,77) ; Lajoie, 44 756 (6,86) ; Waechter, 23 964 (3,67) ; Juquin, 15 775 (2,41) ; Laguille, 10 267 (1,57) ; Boussel, 2 343 (0,35).
1972. - I., 770 901 ; V., 456 119 ; A., 40,83 % ; E., 405 219. - OUI, 265 429 (65,50 %) ; NON, 139 790 (34,49 %).

Nanterre
I., 38 471 ; V., 25 959 ; A., 32,52 %
B. et N., 648 ; E., 25

LES RÉSULTATS DU RÉFÉRENDUM

Clamart I, 30 207; V, 21 215; A, 29,76 % B. et N., 365; E, 20 850	OUI 11 980 (57,45 %-39,65 %) NON 8 870 (42,54 %-29,36 %)
Clichy I, 24 477; V, 15 441; A, 36,91 % B. et N., 338; E, 15 103	OUI 7 877 (52,15 %-32,18 %) NON 7 226 (47,84 %-29,52 %)
Colombes I, 44 272; V, 30 162; A, 31,87 % B. et N., 716; E, 29 446	OUI 14 894 (50,58 %-33,64 %) NON 14 552 (49,41 %-32,86 %)
Courbevoie I, 32 237; V, 23 685; A, 26,52 % B. et N., 459; E, 23 226	OUI 13 441 (57,87 %-41,69 %) NON 9 785 (42,12 %-30,35 %)
Fontenay-aux-Roses I, 14 889; V, 10 447; A, 29,83 % B. et N., 225; E, 10 222	OUI 6 274 (61,37 %-42,13 %) NON 3 948 (38,62 %-26,51 %)
Garches I, 11 101; V, 8 246; A, 25,71 % B. et N., 140; E, 8 106	OUI 4 876 (60,15 %-43,92 %) NON 3 230 (39,84 %-29,09 %)
La Garenne-Colombes I, 13 135; V, 9 185; A, 30,07 % B. et N., 208; E, 8 977	OUI 5 019 (55,90 %-38,21 %) NON 3 958 (44,09 %-30,13 %)
Gennevilliers I, 18 841; V, 12 091; A, 35,82 % B. et N., 302; E, 11 789	OUI 7 328 (62,15 %-38,89 %) NON 4 461 (37,84 %-23,67 %)
Issy-les-Moulineaux I, 28 311; V, 19 192; A, 32,21 % B. et N., 439; E, 18 753	OUI 11 155 (59,48 %-39,40 %) NON 7 598 (40,51 %-26,83 %)
Levallois-Perret I, 25 314; V, 18 415; A, 27,25 % B. et N., 414; E, 18 001	OUI 9 836 (54,64 %-38,85 %) NON 8 165 (45,35 %-32,25 %)
Malakoff I, 19 298; V, 12 302; A, 36,25 % B. et N., 309; E, 11 993	OUI 6 403 (53,38 %-33,17 %) NON 5 590 (46,61 %-28,96 %)
Meudon I, 28 772; V, 20 863; A, 27,48 % B. et N., 377; E, 20 486	

OUI 12 924 (63,08 %-44,91 %) NON 7 562 (36,91 %-26,28 %)	Montrouge I, 21 892; V, 14 812; A, 32,34 % B. et N., 322; E, 14 490
OUI 8 218 (56,71 %-37,53 %) NON 6 272 (43,28 %-28,64 %)	Neuilly-sur-Seine I, 44 436; V, 25 885; A, 24,83 % B. et N., 364; E, 24 811
OUI 16 048 (62,88 %-46,60 %) NON 9 473 (37,11 %-27,50 %)	Le Plessis-Robinson I, 12 927; V, 9 083; A, 29,73 % B. et N., 227; E, 8 856
OUI 4 450 (50,24 %-34,42 %) NON 4 406 (49,75 %-34,08 %)	Puteaux I, 22 332; V, 15 858; A, 28,98 % B. et N., 389; E, 15 469
OUI 8 283 (53,54 %-37,09 %) NON 7 186 (46,45 %-32,17 %)	Rueil-Malmaison I, 39 458; V, 29 579; A, 25,03 % B. et N., 634; E, 28 945
OUI 16 362 (56,52 %-41,46 %) NON 12 583 (43,47 %-31,88 %)	Saint-Cloud I, 18 876; V, 13 246; A, 29,82 % B. et N., 239; E, 13 007
OUI 8 412 (64,67 %-44,56 %) NON 4 595 (35,32 %-24,34 %)	Sceaux I, 12 863; V, 9 706; A, 24,54 % B. et N., 173; E, 9 533
OUI 6 398 (67,11 %-49,73 %) NON 3 135 (32,88 %-24,37 %)	Sèvres I, 13 512; V, 10 049; A, 25,62 % B. et N., 193; E, 8 856
OUI 6 376 (64,69 %-47,18 %) NON 3 480 (35,30 %-25,75 %)	Suresnes I, 20 808; V, 14 549; A, 30,07 % B. et N., 363; E, 14 186
OUI 7 957 (56,09 %-38,24 %) NON 6 229 (43,90 %-29,93 %)	Vanves I, 14 515; V, 10 734; A, 26,04 % B. et N., 235; E, 10 499
OUI 6 524 (62,13 %-44,94 %) NON 3 975 (37,86 %-27,38 %)	Ville-d'Avray I, 7 132; V, 5 522; A, 22,57 % B. et N., 93; E, 5 429
OUI 3 782 (69,66 %-53,02 %) NON 1 647 (30,33 %-23,09 %)	

Villeneuve-la-Garenne
I, 11 285; V, 7 158; A, 36,57 %
B. et N., 185; E, 6 973

NON..... 3 864 (55,41 %-34,24 %)
OUI..... 3 109 (44,58 %-27,54 %)

Protagoniste du non, M. Charles Pasqua, président du conseil général, subit un sévère revers dans son département des Hauts-de-Seine, où le « oui » l'emporte très largement. Son échec est particulièrement sensible à Neuilly, dont il est le conseiller général, puisque les électeurs de cette ville ont préféré le choix de leur maire, M. Nicolas Sarkozy, député RPR, qui a été un des principaux lieutenants de M. Chirac dans cette campagne référendaire. Pratiquement toutes les villes du département ont donné la préférence au « oui », seules celles que dirige le PC ont été, en général, fidèles à la consigne des communistes et de M. Pasqua. Le « oui » l'emporte largement dans les villes RPR dont les maires appelaient avec force à voter « non » (Levallois-Perret, Suresnes, Rueil-Malmaison, Asnières, Chatillon). L'approbation du traité de Maastricht est encore plus nette dans les communes (Antony, Boulogne-Billancourt, Neuilly) où les élus s'étaient prononcés en sa faveur.

SEINE-ET-MARNE	I, 638 923; V, 452 915; A, 29,11 % B. et N., 11 659; E, 441 256
NON 225 872 (51,18 %-35,35 %) OUI 215 384 (48,81 %-33,71 %)	Melun I, 18 563; V, 11 721; A, 36,85 % B. et N., 326; E, 11 395
1988 - I, 609 181; V, 496 612; A, 18,47 %; E, 488 006 - Mitterrand, 161 061 (33,00); Chirac, 96 909 (19,85); Le Pen, 86 638 (17,75); Barre, 73 770 (15,11); Lajoie, 30 721 (6,29); Waechter, 18 612 (3,81); Juquin, 9 248 (1,89); Laguille, 8 993 (1,84); Boussel, 2 054 (0,42)	Avon I, 8 162; V, 5 691; A, 30,27 % B. et N., 162; E, 5 529
1972 - I, 365 013; V, 230 058; A, 36,97 %; E, 203 390 - OUI, 133 640 (65,70 %); NON, 69 750 (34,29 %)	Brie-Comte-Robert I, 6 406; V, 4 536; A, 29,19 % B. et N., 118; E, 4 418
	OUI 2 239 (50,67 %-34,95 %) NON 2 179 (49,32 %-34,01 %)

Champs-sur-Marne I, 10 523; V, 7 023; A, 33,26 % B. et N., 164; E, 6 859	Chelles I, 26 096; V, 17 933; A, 31,28 % B. et N., 430; E, 17 503
OUI 3 609 (52,61 %-34,29 %) NON 3 250 (47,38 %-30,88 %)	Combs-la-Ville I, 10 902; V, 7 995; A, 26,66 % B. et N., 214; E, 7 781
OUI 4 323 (55,55 %-39,65 %) NON 3 458 (44,44 %-31,71 %)	Coulommiers I, 7 586; V, 4 819; A, 36,47 % B. et N., 140; E, 4 679
OUI 2 400 (51,29 %-31,63 %) NON 2 279 (48,70 %-30,04 %)	Dammarié-les-Lys I, 11 277; V, 7 338; A, 34,92 % B. et N., 161; E, 7 177
NON 3 731 (51,98 %-33,08 %) OUI 3 446 (48,01 %-30,55 %)	Fontainebleau I, 10 194; V, 6 784; A, 33,45 % B. et N., 152; E, 6 632
OUI 3 622 (54,61 %-35,53 %) NON 3 010 (45,38 %-29,52 %)	Lagny-sur-Marne I, 10 697; V, 6 969; A, 34,85 % B. et N., 176; E, 6 793
OUI 3 602 (53,02 %-33,67 %) NON 3 191 (46,97 %-29,83 %)	Lognes I, 4 451; V, 2 972; A, 33,22 % B. et N., 72; E, 2 900
OUI 1 816 (62,62 %-40,79 %) NON 1 084 (37,37 %-24,35 %)	Meaux I, 21 348; V, 13 973; A, 34,54 % B. et N., 427; E, 13 546
NON 6 857 (50,62 %-32,12 %) OUI 6 689 (49,37 %-31,33 %)	Le Mée-sur-Seine I, 10 930; V, 7 101; A, 35,03 % B. et N., 203; E, 6 898
OUI 3 556 (51,55 %-32,53 %) NON 3 342 (48,44 %-30,57 %)	Mitry-Mory I, 9 785; V, 6 787; A, 30,63 % B. et N., 182; E, 6 605
OUI 3 979 (60,24 %-40,66 %) NON 2 626 (39,75 %-26,83 %)	Moissy-Cramayel I, 5 869; V, 4 005; A, 31,76 % B. et N., 133; E, 3 872
NON 1 996 (51,54 %-34,00 %) OUI 1 876 (48,45 %-31,96 %)	Montreuil-Fault-Yonne I, 8 326; V, 5 694; A, 31,61 % B. et N., 169; E, 5 525
NON 3 268 (59,14 %-39,25 %) OUI 2 257 (40,85 %-27,10 %)	Nemours I, 6 128; V, 4 112; A, 32,89 % B. et N., 122; E, 3 990
NON 2 207 (55,31 %-36,01 %) OUI 1 783 (44,68 %-29,09 %)	Noisiel I, 6 953; V, 4 672; A, 32,80 % B. et N., 108; E, 4 564
OUI 2 573 (56,37 %-37,00 %) NON 1 991 (43,62 %-28,63 %)	Ozoir-la-Ferrière I, 9 623; V, 6 851; A, 28,80 % B. et N., 146; E, 6 705
OUI 3 666 (54,67 %-38,09 %) NON 3 039 (45,32 %-31,58 %)	Pontault-Combault I, 14 014; V, 9 811; A, 29,99 % B. et N., 244; E, 9 567
OUI 5 161 (53,94 %-36,82 %) NON 4 406 (46,05 %-31,43 %)	Provins I, 6 185; V, 3 948; A, 36,16 % B. et N., 116; E, 3 832
NON 1 986 (51,82 %-32,10 %) OUI 1 846 (48,17 %-29,84 %)	Roissy-en-Brie I, 10 332; V, 6 654; A, 35,59 % B. et N., 179; E, 6 475
OUI 3 400 (52,50 %-32,90 %) NON 3 075 (47,49 %-29,76 %)	Saint-Fargeau-Ponthierry I, 6 773; V, 4 601; A, 32,06 % B. et N., 99; E, 4 502
OUI 2 368 (52,59 %-34,96 %) NON 2 134 (47,40 %-31,50 %)	Savigny-le-Temple I, 8 996; V, 6 378; A, 29,10 % B. et N., 198; E, 6 180
OUI 3 226 (52,20 %-35,86 %) NON 2 954 (47,79 %-32,83 %)	Torcy I, 8 839; V, 5 532; A, 37,41 % B. et N., 124; E, 5 408
OUI 3 120 (57,69 %-35,29 %) NON 2 288 (42,30 %-25,88 %)	Vaires-sur-Marne I, 7 746; V, 5 294; A, 31,65 % B. et N., 116; E, 5 178
OUI 2 817 (54,40 %-36,36 %) NON 2 361 (45,59 %-30,48 %)	Villeparisis I, 10 381; V, 6 836; A, 34,14 % B. et N., 178; E, 6 658
NON 3 666 (55,06 %-35,31 %) OUI 2 992 (44,93 %-33,82 %)	

Avec 51,18 % des suffrages exprimés en faveur du « non », la Seine-et-Marne reste fidèle à son image de département relativement conservateur et encore fortement marqué par le monde rural. Dans les petites communes rurales de l'est et du sud du département, le « non » fait un raz de marée. Le « oui » ne l'emporte vraiment que dans les villes nouvelles de Marne-la-Vallée et de Melun-Sénart, où le PS est bien implanté. En revanche Meaux et Montreuil-Fault-Yonne, dont les maires sont socialistes, ont donné la préférence au « non », comme Provins, la ville de M. Alain Peyrefitte, qui, en fin de campagne, avait appelé à voter « oui », et Coulommiers, dont le maire est M. Guy Drut, député RPR, qui s'était rangé dans le camp du « oui ».

SEINE-SAINT-DENIS

I, 668 049; V, 438 695; A, 34,33 % B. et N., 11 217; E, 427 478	1988 - I, 710 366; V, 552 355; A, 22,24 %; E, 543 551 - Mitterrand, 178 928 (32,91); Le Pen, 107 692 (19,81); Chirac, 79 419 (14,61); Lajoie, 73 425 (13,50); Barre, 60 309 (11,09); Waechter, 17 768 (3,26); Juquin, 13 880 (2,55); Laguille, 9 846 (1,81); Boussel, 2 284 (0,42)
NON 232 288 (54,33 %-34,77 %) OUI 195 190 (45,66 %-29,21 %)	1972 - I, 624 961; V, 369 034; A, 40,95 %; E, 333 364 - NON, 168 688 (60,60 %); OUI, 164 876 (49,39 %)
Bobigny I, 19 420; V, 12 261; A, 36,86 % B. et N., 320; E, 11 941	Aubervilliers I, 29 064; V, 16 907; A, 41,82 % B. et N., 431; E, 16 476
NON 7 267 (60,85 %-37,42 %) OUI 4 674 (39,14 %-24,06 %)	Aulnay-sous-Bois I, 37 592; V, 24 844; A, 33,91 % B. et N., 609; E, 24 235
NON 9 754 (59,20 %-33,56 %) OUI 6 722 (40,79 %-23,12 %)	Bagnole I, 15 739; V, 9 933; A, 36,88 % B. et N., 237; E, 9 696
NON 5 423 (55,93 %-34,45 %) OUI 4 273 (44,06 %-27,14 %)	Le Blanc-Mesnil I, 23 730; V, 15 817; A, 33,34 % B. et N., 376; E, 15 441
NON 8 834 (57,21 %-37,22 %) OUI 6 607 (42,78 %-27,84 %)	Bondy I, 23 334; V, 15 395; A, 34,02 % B. et N., 406; E, 14 989
NON 7 621 (50,84 %-32,66 %) OUI 7 368 (49,15 %-31,57 %)	Le Bourget I, 6 523; V, 4 508; A, 30,89 % B. et N., 120; E, 4 388
NON 2 362 (53,82 %-36,21 %) OUI 2 026 (46,17 %-31,05 %)	Clichy-sous-Bois I, 9 618; V, 5 918; A, 38,46 % B. et N., 153; E, 5 765
NON 3 289 (57,05 %-34,19 %) OUI 2 476 (42,94 %-25,74 %)	La Courneuve I, 14 630; V, 9 365; A, 35,98 % B. et N., 223; E, 9 142
NON 5 974 (65,34 %-40,83 %) OUI 3 168 (34,65 %-21,65 %)	Drancy I, 34 481; V, 21 942; A, 36,36 % B. et N., 598; E, 21 344
NON 12 756 (59,76 %-36,99 %) OUI 8 588 (40,23 %-24,90 %)	Épinay-sur-Seine I, 24 494; V, 15 079; A, 38,43 % B. et N., 402; E, 14 677
OUI 7 397 (50,39 %-30,19 %) NON 7 280 (49,60 %-29,72 %)	Gagny I, 21 581; V, 14 795; A, 31,44 % B. et N., 387; E, 14 408
NON 7 265 (50,42 %-33,66 %) OUI 7 143 (49,57 %-33,09 %)	Les Lilas I, 11 249; V, 7 869; A, 30,04 % B. et N., 169; E, 7 700
OUI 4 091 (53,12 %-36,36 %) NON 3 609 (46,87 %-32,08 %)	Livry-Gargan I, 21 322; V, 15 572; A, 26,96 % B. et N., 391; E, 15 181
OUI 7 600 (50,06 %-35,64 %) NON 7 581 (49,93 %-35,55 %)	Montfermeil I, 10 731; V, 7 594; A, 29,23 % B. et N., 218; E, 7 376
NON 4 051 (54,92 %-37,75 %) OUI 3 325 (45,07 %-30,98 %)	

Montreuil I, 44 386; V, 28 864; A, 34,97 % B. et N., 744; E, 28 120	Neuilly-Plaisance I, 10 229; V, 7 274; A, 28,88 % B. et N., 167; E, 7 107
NON 14 925 (53,07 %-33,62 %) OUI 13 195 (46,92 %-29,72 %)	Neuilly-sur-Marne I, 15 679; V, 11 116; A, 29,10 % B. et N., 328; E, 10 788
OUI 5 500 (50,98 %-35,07 %) NON 5 288 (49,01 %-33,72 %)	Noisy-le-Grand I, 24 982; V, 17 098; A, 31,55 % B. et N., 442; E, 16 656
OUI 8 902 (53,44 %-35,63 %) NON 7 754 (46,55 %-31,03 %)	Noisy-le-Sec I, 19 183; V, 12 533; A, 34,66 % B. et N., 313; E, 12 220
NON 6 751 (55,24 %-35,19 %) OUI 5 469 (44,75 %-28,50 %)	Pantin I, 21 949; V, 13 577; A, 38,14 % B. et N., 367; E, 13 210
NON 6 763 (51,19 %-30,81 %) OUI 6 447 (48,80 %-29,37 %)	Les Pavillons-sous-Bois I, 10 874; V, 7 133; A, 34,40 % B. et N., 195; E, 6 938
OUI 3 549 (51,15 %-32,63 %) NON 3 389 (48,84 %-31,16 %)	Pierrefitte-sur-Seine I, 10 614; V, 7 350; A, 30,75 % B. et N., 180; E, 7 170
NON 4 244 (59,19 %-39,98 %) OUI 2 926 (40,80 %-27,56 %)	Le Pré-Saint-Gervais I, 7 145; V, 4 799; A, 32,83 % B. et N., 144; E, 4 655
OUI 2 494 (53,57 %-34,90 %) NON 2 161 (46,42 %-30,24 %)	Le Raincy I, 9 126; V, 6 266; A, 31,33 % B. et N., 100; E, 6 166
OUI 3 541 (57,42 %-38,80 %) NON 2 625 (42,57 %-28,76 %)	Romainville I, 12 740; V, 8 037; A, 36,91 % B. et N., 163; E, 7 874
NON 4 978 (63,22 %-39,07 %) OUI 2 896 (36,77 %-22,73 %)	Rosny-sous-Bois I, 20 965; V, 13 774; A, 34,30 % B. et N., 320; E, 13 454
NON 6 829 (50,75 %-32,57 %) OUI 6 625 (49,24 %-31,60 %)	Saint-Denis I, 35 743; V, 21 328; A, 40,32 % B. et N., 525; E, 20 803
NON 12 072 (58,03 %-33,77 %) OUI 8 731 (41,96 %-24,42 %)	Saint-Ouen I, 17 106; V, 11 300; A, 33,94 % B